

TROISIEME PARTIE

LE G.I.C. DE 1927 À 1939

**LE GROUPE DES COMMUNISTES
INTERNATIONALISTES**

**(DU COMMUNISME DE GAUCHE AU COMUNISME
DES CONSEILS)**

UNE EXPRESSION DU COMMUNISME DES CONSEILS LE GIC (1927-1940)

a) *Les origines du G.I.C.*

Le groupe des communistes internationaux (*Groep van Internationale Communisten*, en abrégé G.I.C.) surgit en 1927. Le nom du groupe était déjà tout un programme. Internationaliste, le groupe se battait pour la révolution mondiale. La dénomination de groupe signifiait qu'avec la faillite du KAPN, qui continuait à se définir comme un parti, l'heure n'était plus à la proclamation artificielle de partis. La période exigeait le maintien, le développement, l'enrichissement des positions révolutionnaires au sein de petits groupes, souvent isolés de la classe ouvrière.

Au départ, le G.I.C. était un groupe numériquement insignifiant. Composé en 1927 de trois militants venant directement du KAPN (1), en 1930 le G.I.C. n'était guère plus qu'un noyau de 10 personnes. C'est seulement dans les années 30, avec le renforcement de son audience, que le G.I.C. devint une organisation numériquement plus forte : au maximum, une cinquantaine de militants, chiffre qui, pour un si petit pays, était loin d'être ridicule.

D'abord établi à Amsterdam, le groupe avait fini par s'implanter dans plusieurs villes, comme La Haye, Leiden, Groningen, Enschedé. (2). Cependant, le G.I.C., qui refusait de se considérer comme une organisation centralisée, ne reconnaissait pas de sections locales. Pour lui, les noyaux établis dans différentes villes étaient des "groupes". Finalement, le G.I.C. se proclamait fédération de différents groupes. Il est symptomatique que le nom qui apparaissait, à partir de 1928, sur les publications était "Groupes de communistes internationaux". Cet esprit fédéraliste était bien dans la tradition de l'AAU-Einheit, anti-centraliste.

De fait, les groupes de communistes internationalistes étaient moins une continuité qu'une rupture avec l'esprit de parti qui s'était maintenu - tant bien que mal - dans le KAPN. Le G.I.C. ne reprenait pas la tradition du KAPD, mais celle du mouvement des Unions allemandes. Il ne se considérait nullement comme un groupe hollandais, mais comme une expression du mouvement des Unions allemandes; il était "une partie du mouvement des conseils", "une partie vivante du mouvement des unions allemand". (3) S'il reconnaissait l'apport du KAPD, il rejetait néanmoins sa politique de parti dans le domaine de la propagande. Son activité politique externe se limitait finalement à des réunions publiques, dont les thèmes étaient éloignés de l'intervention politique. Refusant de se lancer dans des polémiques avec la social-

démocratie et la III^e Internationale, comme le KAPD, il considérait que la tâche principale était de développer les tendances antisyndicales des ouvriers.

Finalement, la propagande du G.I.C. restait très générale et d'esprit assez économiste : elle se limitait aux thèmes des organisations d'usine et de la future "économie communiste" (4). Cette forme d'activité était bien plus proche de celle de l'AAU-E que de celle de l'AAU, qui, liée au KAPD, développait une propagande plus politique.

Le G.I.C., qui se proclamait communiste des conseils (*Rätekommunist* ou *Radenkommunist*) et non plus communiste de gauche (*Linkskommunist*) - différence notable - était d'orientation conseilliste, dans sa théorie comme dans sa pratique (cf. chapitre 7).

b) La presse du G.I.C.

Au départ, en 1927, les communistes internationalistes se contentaient de diffuser la presse et les brochures du communisme des conseils allemand, organisé dans les Unions. Ils s'étaient néanmoins manifestés dès 1926, en éditant une brochure du KAPD, préfacée par eux, comme groupe. Cette brochure du KAPD, qui avait fait grand bruit en Allemagne, révélait comment depuis 1922 la Russie n'avait cessé de réarmer la Reichswehr (5). Elle dénonçait le passage de la Russie de 1917 à la contre-révolution armée. En effet, "la voie de la Russie de la NEP, c'est-à-dire la voie du léninisme (menait) à la défense des patries capitalistes par les prolétaires qui n'ont aucune patrie, et par-là au crime social-démocrate du 4 août 1914", (6). La publication de cette brochure du KAPD n'impliquait nullement un accord théorique avec celui-ci, en particulier sur la question du parti (7), mais une solidarité avec le mouvement révolutionnaire allemand.

C'est seulement à partir de 1928 que le G.I.C. publia sa propre presse : *Persmateriaal van de Groepen van Internationale Communisten (P.I.C.)* - "Matériel de presse des groupes de communistes internationaux", en hollandais comme en allemand. A cette presse, sous forme de revue théorique, s'ajoutaient de nombreuses brochures de contenu plus propagandiste, plus actuelles et plus accessibles aux ouvriers (8). Plus tard, avec la montée du chômage, le G.I.C. édita une feuille d'agitation diffusée parmi les chômeurs d'Amsterdam : *Proletenstemmen* ("La Voix des prolétaires"), de 1936 à la guerre. Le ton en était très combatif et le contenu très vivant.

Partie du mouvement communiste des conseils international, le G.I.C. eut toujours le souci de maintenir et même renforcer ses contacts internationaux. (Ce ne fut nullement le cas, par la suite, lorsque à partir des années 1950 les groupes conseillistes hollandais se replièrent sur les Pays-Bas, dans un parfait isolement dont ils sortirent à peine après 1968.) De 1927 à 1940, le G.I.C. fit un réel effort de clarification et de regroupement au niveau international. Dans ce sens, jusqu'en 1933, le P.I.C. était édité en allemand, afin de contribuer aux débats internationaux dans le mouvement communiste des conseils. A partir de 1933, quand plonge dans l'illégalité totale le mouvement allemand qui a une difficulté énorme à sortir clandestinement ses revues, le G.I.C. édita *Proletarier*, qui devait être la revue théorique de la KAU, puis *Räte-Korrespondenz* de 1934 à 1937. Celui-ci, au même titre que *International Council Correspondence* de Paul Mattick aux USA, était un réel organe de discussion international dans le milieu révolutionnaire. L'abandon de la *Räte-Korrespondenz* en 1937 était le signe que le G.I.C. se repliait dans sa sphère néerlandophone (Belgique incluse). Son remplacement par la revue théorique néerlandaise *Radenkommunisme* manifestait un recul du travail international. (9). De nombreuses brochures en néerlandais, tirées à plusieurs milliers d'exemplaires, ne pouvaient pallier l'absence d'une revue théorique en allemand. En fait, la presse du GIC n'était pas de pure théorie.

Elle faisait certes une grande place aux débats du mouvement communiste des conseils (organisations d'usine, crise économique et théorie des crises, période de transition). Elle était aussi propagandiste, quoique le G.I.C. s'en défendit par méfiance envers les conceptions de parti; l'antiparlementarisme, les grèves sauvages et la lutte antisyndicale, la dénonciation de l'idéologie antifasciste, la dénonciation du stalinisme et de la social-démocratie, la lutte contre la guerre étaient des thèmes politiques constamment abordés dans le P.I.C. Un réel souci d'intervention politique animait alors le G.I.C. qui contrebalançait de fortes tendances à l'économisme et à l'apologie des grèves immédiates. Le rejet du politique, entendu comme politique de parti, qui était dans la lignée de l'anarchisme, fut plutôt une caractéristique du communisme des conseils après la seconde guerre mondiale, dans les années 50 et 60.

L'un des traits les plus curieux de la presse du G.I.C. était l'importance accordée au mouvement espérantiste. Les membres du G.I.C. consacraient une partie de leur temps à apprendre l'espéranto. Le mouvement espérantiste avait certes été très fort dans les années 1920 et 1930, particulièrement aux Pays-Bas, mais il était de coloration intellectuelle, en dépit de l'espoir de certains de créer un "espérantisme prolétarien". C'était une illusion fort répandue chez les communistes de conseils, qui y voyaient surtout un vecteur fondamental pour la propagande internationale de leurs idées. Cela se manifestait par des forces énormes consacrées à la traduction de textes en espéranto. Il y avait l'espoir quelque peu naïf - contrecoup sans doute d'une période où reculait l'internationalisme au profit du nationalisme - qu'une propagande en faveur de l'espéranto, langue mondiale (10) favoriserait les tendances internationalistes au sein du prolétariat.

Dans cette optique, le G.I.C. édita en 1936 et 1937 une revue en espéranto : *Klasbatalo* ("Lutte de classe") - organe théorique et de discussion sur les problèmes du nouveau mouvement ouvrier. Cette tentative fut un échec. (11).

c) L'intervention dans la lutte de classe et l'audience du G.I.C.

Bien qu'elle soit mal connue, la lutte de classe aux Pays-Bas dans les années 20 et 30 est restée à un haut niveau. L'année 1920 avait connu 2,3 millions de journées de grève contre 400.000 par an de 1901 à 1918 (12). Cette année-là les grèves avaient été particulièrement puissantes dans les ports et le secteur des transports. En 1923-24 se déroulait la grande grève du textile à Twente. En 1929, c'était le tour des ouvriers agricoles d'entamer la plus importante grève qu'ils aient menée. Mais avec la Grande Crise et jusqu'à la guerre, ce furent les chômeurs qui occupèrent le devant de la scène sociale (presque 20 % de la population active néerlandaise était au chômage en 1936) (13) L'action des chômeurs culmina en juillet 1934 avec l'insurrection du quartier Jordaan d'Amsterdam (cf. chap. 7). Mais le prolétariat, comme dans beaucoup de pays, resta finalement passif, vivant sous la menace des licenciements ou des fermetures d'usines.

Dans ces conditions, comme pour le groupe de Mattick aux USA, l'intervention des communistes de conseils était surtout dirigée vers les bureaux de chômage. L'accueil semble avoir été positif, puisque les membres du G.I.C furent souvent dénoncés par le PC hollandais comme "trotskystes" et "fascistes", simultanément, surtout dans les années 1930 (14). En dehors du milieu des chômeurs, l'activité du G.I.C. restait réduite. Le faible nombre de ses militants, mais surtout l'atmosphère de plus en plus défavorable au développement des idées révolutionnaires, sous la pression de la menace de guerre et de l'idéologie antifasciste, tous ces facteurs condamnaient le communisme des conseils à un profond isolement. Cet isolement est à mettre en parallèle avec celui de la Gauche communiste italienne

en France et en Belgique (15).

Mais l'influence du communisme des conseils hollandais était loin d'être négligeable dans le milieu politique à gauche du PC dans les pays néerlandophones. La presse du G.I.C. était très lue dans le RSAP de Sneevliet, lequel considérait les communistes des conseils comme les "moines du marxisme" (16). Il en était de même dans le milieu anarchiste, quoique - comme pour le RSAP - le G.I.C. exerçât la critique la plus sévère, surtout après les événements d'Espagne, contre eux. Forts encore en 1933, au point qu'une conférence commune fut tenue entre groupes communistes de conseils et quelques groupes anarchistes, les liens finirent par se rompre. Rejetant l'antifascisme et le pacifisme des groupes anarchistes, le GIC coupa les ponts en 1936-1937. Il n'en restait pas moins un pôle de référence pour beaucoup d'éléments libertaires hollandais.

Le fait le plus étonnant était l'influence réelle qu'eut au début des années trente le courant communiste des conseils au sein même du Parti communiste (CPH), lorsque s'était formée une opposition interne. En décembre 1933, naissait une opposition du CPH, connue sous le nom de *Communistische Partij Oppositie* (CPO). Composée d'exclus ou de sympathisants du PC, et même de membres du CPHI, elle publiait à partir de janvier 1934 la revue *De Vrije Tribune*. Celle-ci - dirigée par le Hongrois R. Manuel (pseudonyme : Van Riel), un vétéran de la Révolution hongroise, J. Gans, et plus tard F.J. Goedhart - se proposait un redressement du parti. A la manière du courant trotskyste, elle se proposait le rétablissement du centralisme démocratique dans le parti, par l'élection directe par les membres des fonctionnaires du parti et des délégués au congrès du Komintern. Pour cela elle exigeait un congrès extraordinaire et la réintégration des exclus. (*De Vrije Tribune*, n° 1, janvier 1934.) Politiquement, elle se proposait de "combattre l'opportunisme" du CPH et souhaitait un "front unique" avec le SDAP et l'OSP, scission de gauche de ce dernier. Au départ donc, le CPO se situait entre le CPH et le socialisme de gauche. Mais les choses évoluèrent très rapidement. Au sein du CPO, deux courants s'affrontèrent, celui de Van Riel, qui se rapprochait du trotskysme et du RSP de Sneevliet, et celui de Goedhart, soutenu par la section de La Haye, qui se rapprochait du communisme des conseils. Le résultat fut le départ de Van Riel et de sa fraction qui se rattachèrent à la Ligue communiste internationale trotskyste (IKL) et adhérèrent au RSAP nouvellement constitué le 3 mars 1935 à partir de l'OSP et du RSP. Le reste du CPO, la majorité, se prononçait le 10 février 1935 pour le rejet du parlementarisme et la lutte contre les syndicats. L'influence du GIC s'y faisait notablement sentir, au point que furent publiés des articles du *Persmateriaal* (16 bis). Lors de son congrès de la Pentecôte 1935, le CPO décidait sa dissolution pour marquer sa rupture complète avec le CPH et le courant socialiste de gauche. Le 15 juillet 1935 *De Vrije Tribune* devenait l'organe de la Ligue des communistes (Verbond van Communisten). Cette Ligue avait une orientation totalement communiste des conseils, Comme le GIC elle définissait l'URSS comme une forme de capitalisme d'État; celui-ci était une tendance générale du capitalisme en crise, Antiparlementaire et antisyndicale, elle se prononçait pour un "nouveau mouvement ouvrier" et pour "l'auto-activité des ouvriers" sur la base de nouvelles organisations de classe. Comme le GIC, elle dénonçait l'antifascisme au même titre que le fascisme. Elle voyait dans le PC, le RSAP de Sneevliet une "social-démocratie radicale". Le Verbond devait par la suite se disloquer, et ses membres pour la plupart rejoignirent les groupes "autonomes" communistes des conseils,

Cette influence du GIC s'exerçait aussi fortement en Belgique, où des contacts suivis furent noués avec la LCI de A. Hennaut (17) à partir de 1935.

d) Le fonctionnement du G.I.C.; les groupes de travail

La plus grande faiblesse du communisme des conseils hollandais - qui découlait de sa conception de la fonction d'une organisation révolutionnaire (cf. chapitre 6) - était son fonctionnement. Son mode de fonctionnement explique sans nul doute sa disparition en 1940 et son incapacité d'affronter la clandestinité durant la période de l'occupation.

Bien qu'étant un groupe politique, le G.I.C. refusait de se considérer comme tel. Son existence marquait une rupture avec la tradition organisationnelle de la Gauche hollandaise. Dans ce sens, le G.I.C. était plus une expression du courant antiautoritaire allemand, regroupé autour de l'AAU-E de Rühle, qu'une continuité avec le mouvement de Gorter, qui incarnait la tradition de parti. Par "anti-autoritarisme", le G.I.C. refusait de fonctionner comme une organisation politique, et cela dès l'origine, en 1927. Il n'y avait ni secrétaire de réunion ni trésorier, ni statuts ni cotisations obligatoires, aucun vote, aucune différence entre militants et sympathisants. Le mode de fonctionnement était bien proche de celui de groupes anarchistes :

"Le Groupe des communistes internationalistes n'avait pas de statuts, pas de cotisations obligatoires, et ses réunions 'internes' étaient ouvertes à tous les autres camarades des autres groupes. Il s'ensuit qu'on ne connut jamais le nombre exact de membres que comptait le groupe. Il n'y avait jamais de vote, cette opération n'était pas nécessaire, car il ne s'agissait jamais de faire une politique de parti. On discutait un problème et quand il y avait une différence d'opinion importante, les divers points de vue étaient imprimés, sans plus. Une décision à la majorité était sans signification. C'était à la classe ouvrière de décider."(18).

Ce mode de fonctionnement, propre aux groupes de discussion, n'était pas sans danger. Il condamnait le G.I.C à se replier sur des problèmes purement théoriques, et lorsque se posaient des problèmes politiques - comme la question espagnole (cf. chapitres), il était bien difficile de discerner les démarcations de principe entre majorité et minorité du groupe. D'autre part, les divergences sur l'intervention qui reflétaient l'opposition entre tendances activistes et tendances au 'théoricisme' ne pouvaient déboucher, faute d'être surmontées, y compris par le vote, que sur des scissions plus ou moins floues.

L'hostilité marquée à toute idée de centralisation du travail se traduisait dès 1927 par la formation de "groupes de travail". Ceux-ci étaient des organes de groupe politique qui n'osaient pas dire leur nom. On avait ainsi des "groupes" de travail pour les contacts internationaux, pour la presse, pour la préparation des discussions, pour l'intervention extérieure. Le G.I.C., de cette façon, n'était pas seulement une fédération de groupes locaux, mais une fédération de groupes de travail, étanches les uns par rapport aux autres. Ce qui pouvait se concevoir dans un groupe de discussion, mais non dans un groupe politique. Néanmoins, cette vision d'un travail parcellarisé n'était pas théorisée à l'origine; elle ne le fut qu'à partir de 1935, non sans qu'elle se heurtât à de sévères critiques internes, dans le mouvement communiste des conseils (cf. chapitre 6).

Le résultat fut que chaque groupe local voulut fonctionner de façon autonome par rapport au G.I.C et de la même manière, en constituant ses groupes de travail". Dans les années 30, aux Pays-Bas, il y avait ainsi une multitude de groupes locaux éditant leur propre presse, indépendamment du G.I.C, quand ce n'était pas quelques individus qui refusaient de s'appeler "groupe". Tel était le cas, par exemple, du groupe conseilliste de La Haye. Ces groupes défendaient les mêmes positions politiques, avec des divergences mineures (cf. chapitre 5).

Paradoxalement, le G.I.C. ne se reconnaissait comme fraction politique que dans le mouvement espérantiste. Il forma ainsi sa propre fraction espérantiste 'communiste des conseils' dans ce mouvement (19). Ainsi, le groupe des communistes internationalistes ne se manifestait réellement comme organisation politique que dans des groupements d'éducation, à vocation apolitique.

e) Les militants du G.I.C.

Au départ, le noyau du groupe était composé exclusivement d'instituteurs : Canne-Meyer, Theo Maassen et Piet Coerman (1890-1962), un ex-ami de Gorter à Bussum. D'autres éléments vinrent plus tard : soit étudiants, soit ouvriers. L'apport de ces éléments, jeunes le plus souvent et sans tradition politique pour la plupart, était la preuve que le surgissement d'éléments révolutionnaires ne s'était pas tari. L'adhésion d'éléments ouvriers, qui apportaient un "sang prolétarien" à l'organisation prouvait aussi que le G.I.C. était loin d'être un simple cénacle d'intellectuels intéressés par le marxisme.

Cependant, comme tout petit groupe, le G.I.C. était très fortement marqué par ses personnalités les plus en vue, ce qui n'était pas sans donner une coloration particulière à la vie du groupe.

L'âme du groupe était véritablement Henk Canne-Meijer (20). Celui-ci était un ancien métallo devenu instituteur, autant pour disposer du temps libre nécessaire à l'activité politique que par une véritable vocation pédagogique. Il était la preuve vivante des immenses capacités théoriques et politiques existant au sein du mouvement prolétarien, la preuve vivante que la conscience politique chez les ouvriers n'était pas apportée de l'extérieur par des "intellectuels bourgeois", comme le proclamait Lénine dans *Que faire?* Esprit théorique plus que pratique, doué de clarté et de simplicité, d'une grande droiture, Canne-Meijer manifestait certains traits propres aux autodidactes. Un esprit encyclopédique le poussait à se livrer à des études de biologie et de psychologie. Cet esprit encyclopédiste, teinté de pédagogie, a été parfois et à certaines périodes du mouvement ouvrier particulièrement fort, surtout chez des éléments autodidactes. S'il pouvait se manifester sans encombre dans un petit cercle de discussion, il trouvait néanmoins vite ses propres limites dans une organisation politique. Canne-Meijer, mais aussi bien des membres du G.I.C., avaient une propension forte à considérer l'organisation comme un "groupe d'études" ayant pour fonction d'éduquer ses membres et la classe ouvrière. Cette propension, propre aux groupes communistes des conseils, aurait pu rapidement enfermer le G.I.C. dans un pur académisme. Cela fut contrebalancé par l'existence d'éléments plus actifs intervenant dans la vie de la lutte de classe. Mais le G.I.C. dans son ensemble ne se concevait nullement comme un simple cercle d'études académiques sur le marxisme, se contentant d'éduquer de loin les éléments ouvriers venant à lui.

La formation du petit noyau autour de Canne-Meijer, en 1927, coïncidait avec le retour de Pannekoek à l'activité politique, ou plutôt à une certaine forme d'activité. Resté silencieux pendant six années, il avait été tiré de son sommeil politique par la crise que connaissait le KAPD (cf. infra). Cet engourdissement tranchait nettement avec l'activité politique continue de Gorter jusqu'à sa mort, et cela malgré les graves séquelles de sa maladie (21). Pannekoek ne peut être vraiment considéré comme un membre du G.I.C. Participant très épisodiquement aux réunions du groupe, il était avant tout un collaborateur régulier et de premier plan aussi bien du *Persmateriaal* (P.I.C.) que de la *Räte-Korrespondenz*, sans compter ses nombreux articles pour le *Council Correspondence* de Paul Mattick. Ses contributions se signalaient toujours par leur très grande clarté théorique et le souci constant de répondre aux problèmes de la lutte de classe. Le Pannekoek des années 30 n'était plus celui des années 20, qui reconnaissait la nécessité d'un parti. Croyant que l'activité politique

organisée était une survivance d'un passé qu'il jugeait révolu, il se contentait d'être le " mentor " du G.I.C., sur le plan théorique, mais sans intervenir dans les débats internes. Canne-Meijer lui servait d'intermédiaire pour connaître la vie du groupe (22). Cette attitude était absolument nouvelle dans l'histoire du mouvement révolutionnaire et révélait un rejet implicite d'une activité militante organisée. La " place d'honneur " faite à Pannekoek n'était pas sans favoriser encore plus le flou entretenu dans la conception de membre du groupe. Le G.I.C. apparaissait ainsi comme un cercle d'amis élargi jusqu'à l'extérieur de ce cercle. Cela n'était pas propre aux Hollandais, puisque le groupe de Mattick aux États-Unis avait - mais à la fin des années 30 - la même conception. Comme Pannekoek, Karl Korsch avait une position similaire. (22 bis)

Un autre élément, très représentatif de la vie politique du G.I.C, Jan Appel, avait une activité plus militante dans le groupe. Comme Paul Mattick, Appel était un de ces ouvriers révolutionnaires qui avaient quitté l'Allemagne, au milieu des années 20, pour des raisons autant professionnelles que politiques (23) et continuaient leur activité politique dans le milieu d'émigrés allemands. Mais cette activité débordait vite ce milieu. Comme Mattick, Appel avait été membre du KAPD. Il en avait été un des fondateurs, représentant ce parti au III^e congrès de l'I.C. Mais il était plus l'homme des Unions, de l'AAU - il était rédacteur du *Klassenkampf* de Düsseldorf, organe de l'AAU pour la Rhénanie-Westphalie - que du KAPD, où il avait des fonctions dirigeantes. Son emprisonnement de 1923 à 1925 le mit à l'écart de la vie politique du KAPD. Il lui permit de réfléchir sur l'expérience russe. Cette réflexion est à l'origine des Principes fondamentaux de la production et de la répartition communiste (*Grundprinzipien*), qu'il écrivit en partie en prison. Ce livre devint la " bible " autant du mouvement unioniste allemand que du G.I.C. et était le révélateur d'une fixation plus grande sur les problèmes économiques que sur les problèmes politiques de la révolution. En cela Appel incarnait bien les conceptions de l'AAU. Il incarnait encore plus l'esprit révolutionnaire militant du prolétariat allemand, apportant avec lui toute l'expérience d'un, grand mouvement révolutionnaire que n'avaient pas connu dans le concret les communistes de conseils hollandais. Outre ses capacités rédactionnelles - Appel faisait partie du comité de rédaction - et organisationnelles, il apportait surtout un dynamisme de militant ouvrier, éduqué dans la lutte révolutionnaire, qui faisait souvent défaut à bien des militants du G.I.C. Bien qu'en proie à des difficultés matérielles - il était 'illégal' en Hollande et particulièrement menacé après la venue de Hitler au pouvoir -, son rôle était central dans le groupe des communistes internationalistes, surtout au niveau du travail international, dirigé vers l'Allemagne et le Danemark.

On pourrait citer bien d'autres militants qui ont donné chair au G.I.C; certains connus par la suite, d'autres plus anonymes (24). Ce serait courir le risque de voir par trop le G.I.C. comme une somme de personnalités et d'individualités. Le G.I.C., à la différence de bien des groupes 'conseillistes', refusait d'apparaître comme une somme de personnalités. Les articles du P.I.C. étaient anonymes, et la signature de Pannekoek n'apparaissait jamais. Le G.I.C. voulait apparaître comme une expression anonyme du prolétariat. Mais si le groupe recherchait l'anonymat de ses militants, cela n'entraînait pas nécessairement qu'il apparût comme un corps collectif. Sauf les tracts, jamais aucun texte écrit n'était signé en tant que G.I.C., et il était difficile de savoir si tel article représentait une opinion particulière ou l'ensemble du groupe. Le principe de l'anonymat ne mettait pas fin à la conception éclatée d'une organisation comme somme de groupes de travail et d'individus.

Bien que réduit à un petit noyau, l'histoire du G.I.C. déborde très largement le cadre des Pays-Bas. Tout comme le groupe de Mattick avec sa revue *Council Correspondance*, débordait le cadre des USA. Surtout après 1933, et jusqu'à la Deuxième Guerre mondiale, le

G.I.C. a constitué l'un des rares pôles révolutionnaires à gauche du courant trotskyste. Avec le groupe de Mattick, avec “ *Bilan* ”, il a été l'un des seuls courants à refuser toute participation dans la guerre derrière la bannière de la ‘démocratie’ ou de l’antifascisme. Il a été l'un des rares groupes qui ont maintenu les positions communistes de gauche défendues dans les années 20. Il a été enfin l'un des rares groupes à maintenir, malgré le poids de l'isolement et le caractère défavorable de la période, une pensée marxiste vivante. Bien plus, il a été capable d'enrichir sur certains points - en particulier la question du capitalisme d'État - le cadre théorique marxiste.

En dépit de sa faiblesse numérique, mais aussi en dépit de certaines faiblesses - qui dérivent d'une conception “conseilliste” de la théorie et de la pratique révolutionnaires (cf. chapitre 7) -, le G.I.C. a été un courant international d'une grande importance, qui a rayonné sur plusieurs pays. En tant que tel, il constitue un maillon important du courant communiste international de gauche des années 20 à aujourd'hui.

NOTES

(1) Cf. *Radencommunisme*, revue pour le mouvement de classe autonome, édité par le “Groep van Radencommunisten Nederland”, n° 3, nov. 1948. Le groupe, composé de Canne-Meijer, B.A. Sijes et quelques autres, avait scissionné du Spartacusbond en 1947.

(2) Cf. Cajo BRENDEL, “Die Gruppe Internationale Kommunisten in Holland”, *Jahrbuch 2*, Fischer Taschenbuch Verlag, décembre 1974.

(3) *P.I.C.* n° 6, 1928. Dans ce numéro, le GIC se déclarait l'élève de Gorter et de Pannekoek et se situait sur le “même terrain que le KAPD et l'AAU”. Cf. aussi intervention de Canne-Meijer au congrès d'unification de l'AAU et de l'AAU-E, in *Protokoll der Vereinigungs-Konferenz der AAUD und AAUE (24-27 Dezember 1931 zu Berlin)*, p. 27-28.

(4) *P.I.C.* n° 6, 1928, p. 5.

(5) *Von der Revolution zur Konterrevolution. Russland bewaffnet die Reichswehr*, brochure KAPD, 1927. Pour dénoncer le scandale de la collaboration étroite avec la Reichswehr, pratiquée par l'Armée rouge, le KAPD avait adressé une Lettre ouverte au comité central du KPD. Le KPD bien entendu ne répondit pas à la lettre.

(6) *Von der Revolution...*, op. cit., p. 14.

(7) Contrairement au GIC, le KAPD soulignait fortement la nécessité d'un parti, comme “cerveau” et “boussole” de la révolution.

(8) La presse du GIC était distribuée gratuitement, sauf *Radencommunisme*, qui est payant en 1938-1940. *Proletenstimmen*, diffusé gratuitement, tirait à 1000 exemplaires par semaine. En 1938, le tirage global mensuel de la presse “conseilliste” était de 11.000. (Lettre de Canne-Meijer à Mattick, 6.1.1938, Coll. C.M. 100 A., IISG) (9) Il y avait bien la revue *Internationaler Beobachter*, éditée en 1938-39, mais cette revue - soutenue par le GIC - était purement informative, sans intérêt théorique.

(10) L'espéranto avait été créé à la fin du XIX^e siècle par un linguiste polonais : Zamenhof. En 1921 s'était créé le mouvement

espérantiste, à Prague, sous le nom d'Union mondiale des sans nations (S.A.T.). Il avait perdu sa neutralité d'origine; beaucoup de membres de la III^e Internationale y avaient adhéré mais ils avaient quitté le S.A.T. en 1930. Ne restaient plus que des anarchistes, trotskystes, social-démocrates, sympathisants des P.C., et des... communistes des conseils. Cet intérêt pour le mouvement espérantiste est à mettre en parallèle avec celui que manifestèrent des communistes des conseils pour le mouvement des " Libres penseurs " (*Freidenker*), particulièrement en Allemagne. Cet intérêt n'est pas sans rapport avec le recul du mouvement révolutionnaire.

(11) *Klasbatalo* tirait à 200 exemplaires et était diffusé surtout dans le milieu anarchiste international. La tentative de refaire une revue 'conseilliste' en espéranto fut renouvelée par le " Spartacusbond " dans les années 50. (Cf. *P.I.C.* n° 6, mars 1937, "Esperanto in de klassenstrijd.")

(12) *De Taaie rooie rakkers*, Ambo, Utrecht, 1965, p. 41-74, pour tout ce qui concerne la lutte de classe dans les années 1920 aux Pays-Bas.

(13) Cf. *De Lage Landen van 1780 tot 1970*, Winkler Prins. Il y avait 500.000 chômeurs en 1935 contre 18.000 en 1929.

(14) Ainsi le CPN mena en 1938 une violente campagne de calomnies contre le GIC et *Proletenstemmen*, distribué gratuitement aux bureaux de chômage d'Amsterdam, les accusant d'être "fascistes". Cf. le quotidien du PC hollandais : *Volksdagblad*, 25 avril 1938, "Sluipend fascisme".

(15) Cf. *La Gauche communiste d'Italie*, 1981; déjà citée.

(16) Cité par Cajo BRENDEL, op. cit., *Jahrbuch 2*.

(16 bis) Pour l'histoire du CPO, cf. De Communistische Partij Oppositie (CPO) 1933-1935, par H. RIETHOF, *Mededelingenblad (NVSG)*, no 38, déc. 1970, p. 28-46. Le programme 'conseilliste' du Verbond est exposé dans *De Vrije Tribune* n° 1, 15 juillet 1935. Le GIC fit mention du CPO, pour opposer la ligne "léniniste" minoritaire à la majorité conseilliste : *P.I.C.* n° 3, mars 1935. (17) Par le biais de Adhémar Hennaut (1899-197), dirigeant LCI, *Bilan* publia des textes des Hollandais. Une seule fois, le GIC fit connaître à ses lecteurs l'existence de la Fraction italienne; ce fut en publiant les critiques de Mitchell à propos des Grundprinzipien. Cf. *P.I.C.* n° 1, janvier 1937, "De nederlandsche Internationale Communisten over het program der proletarische revolutie".

(18) *Radencommunisme* no 3, nov. 1948. Cité par *I.C.O.* n° 101, 1971.

(19) *P.I.C.* n° 13, sept. 1937, "Esperanto als propagandamiddel".

(20) Canne-Meijer (1890-1962) avait fait partie du NAS et du SDP. A la fondation du KAPN, il faisait partie du comité de rédaction du journal *De Kommunistische Arbeider*. Il représentait la tendance de Berlin au sein du KAPN. Après 1944, il fit partie jusqu'en 1947 du Spartacusbond. Dans les années 1950, devenu sceptique, il se retira de l'activité politique. (Cf. *Revue internationale* du CCI, n° 37, 1984, "Un socialiste perdu").

(21) Cette différence d'attitude entre Gorter et Pannekoek se retrouve aussi dans le communisme de gauche italien. Alors que Bordiga se

retirait de l'activité politique de 1929 à 1944, Damen continuait le travail militant; c'est lui, et non Bordiga, qui fut le véritable fondateur du Parti communiste internationaliste, fondé en 1943 dans le nord de l'Italie.

(22) Le même comportement se retrouve chez Bordiga après 1945, qui n'était pas formellement membre du parti bordiguiste. Intervenant de temps à autre dans les réunions du PCInt, il avait des intermédiaires - comme Maffi -, que les militants du parti appelaient de façon plaisante les "nègres", qui expliquaient la "pensée" du "maître". Mais à la différence des textes de Bordiga, contre lesquels aucune critique ne pouvait s'élever, ceux de Pannekoek étaient soumis à la réflexion et à la critique au sein du GIC.

(22 bis) Tout à fait intéressant et significatif est le témoignage de Henk Canne-Meijer sur l'activité de Pannekoek à la périphérie du GIC : "(Pannekoek) est toujours de tout cœur à nos côtés et il participera de nouveau au travail ... (Pannekoek) est un pur théoricien, il n'est pas un lutteur dans notre acception. Il donne seulement ses analyses et (avec) ses conclusions. Il ne cherche jamais à poursuivre. Il ne participe jamais à la vie de l'organisation. Car il "n'a pas de temps pour cela". L'un d'entre nous lui a reproché de se tenir facilement dans une position aussi confortable, parce qu'il est un "homme de science", tandis que nous nous devons apporter la science à l'homme. Il donne ses analyses et nous nous chamaillons à propos d'elles. C'est un homme extrêmement modeste, qui ne manifeste pas la moindre arrogance et ne prend pas de positions dans les questions sur lesquelles son jugement n'est pas absolument sûr. Nous disons souvent : Pannekoek dit : "cela peut être, mais peut-être est ce aussi tout autre". Dans la pratique, on n'avance ainsi pas d'un pouce, car on doit aussi prendre tout de même des décisions, avec lesquelles on ne marche pas souvent d'un pas très sûr. C'est toute la différence entre le "pur théoricien" et le "lutteur"." (Lettre de Henk Canne-Meijer à Paul Mattick, vers 1930; Collectie Canne-Meijer, 100 A, IISG, Amsterdam; citée par B.A. SIJES, in A. PANNEKOEK, *Herinneringen*, p. 18-19, Amsterdam, 1982.) Ainsi, en 1930, Pannekoek apparaissait pour les membres du GIC comme un bon compagnon de route, qui se refusait à toute activité militante concrète dans le groupe. L'activité politique de Pannekoek dans les années trente apparaissait finalement en marge de son activité scientifique d'astronome à laquelle il se consacrait à plein temps depuis 1921. On doit cependant noter - que les déplacements scientifiques de Pannekoek à l'étranger, comme aux USA en 1936, étaient l'occasion de nouer des contacts suivis avec le mouvement communiste des conseils. En 1936, Pannekoek rencontra probablement Paul Mattick. Et à partir de cette date, les contributions en anglais du théoricien hollandais dans *International Council Correspondence* se firent plus fréquentes. Il apparaît, finalement, que les contributions de Pannekoek au mouvement communiste des conseils dans les années trente ont été énormes et pourraient aisément remplir plusieurs livres. Mais cela était fait seulement sous l'angle de la théorie marxiste, sans jamais entrer dans les questions organisationnelles pratiques. Il ne semble pas que Pannekoek ait participé à des réunions du GIC, sauf peut-être une ou deux fois, et de façon informelle. Cette séparation entre la théorie et la pratique était nouvelle dans le mouvement ouvrier révolutionnaire. Elle ne peut s'expliquer seulement par les lourdes tâches de Pannekoek dans le domaine scientifique; elle trouve sa base à la fois dans la conception floue de l'organisation de la part du GIC et par l'absence de liens étroits, dans une période profondément dépressive pour toute activité révolutionnaire, avec le prolétariat.

(23) Jan Appel (1890-1985) [pseudonymes : Max Hempel, Jan Arndt, Jan Vos]. Actif dans le SPD dès 1908, il participe en 1918, en tant qu'ouvrier et délégué révolutionnaire, aux grandes grèves des chantiers navals de Hamburg. Dans le Spartakusbund et propagandiste de l'AAU en 1919. Au congrès de Heidelberg en octobre 1919, il est dans les rangs de l'opposition hambourgeoise, mais il se désolidarise rapidement de celle-ci. Il est l'un des principaux dirigeants ouvriers du KAPD en avril 1920. Il est délégué deux fois à Moscou, en 1920,

puis en 1921, au III^e congrès du Komintern, sous le pseudonyme de Hempel. En 1920, il avait participé activement aux combats de l'Armée rouge de la Ruhr; il était devenu l'un des rédacteurs de l'organe de l'AAU, *Klassenkampf* de Düsseldorf. Fin 1921, il est contre la formation d'une KAI, et reste dans le KAPD de Berlin. Il est arrêté fin 1923 pour "agression à main armée" (expropriation) et condamné à deux ans de prison, pour détournement de bateau et piraterie - une affaire qui remontait à trois ans -. Cela lui permit de lire à fond le "Capital" de Marx et d'écrire les Grundprinzipien. A sa sortie de prison, il s'éloigne du KAPD, mais non de l'AAU. Il s'installe en avril 1926 aux Pays-Bas, comme ouvrier des chantiers navals de Zaandam. Il s'intègre dans le GIC. En 1933, le gouvernement de Hitler demande son extradition; il passe dans la clandestinité sous le nom de Jan Vos. Pendant la guerre et jusqu'en 1948, il est dans le Spartacusbond. Après un accident, qui l'oblige à sortir de la clandestinité, les autorités néerlandaises lui font promettre de ne plus faire de politique. Cela ne l'empêche nullement de rester inébranlablement fidèle à ses convictions révolutionnaires. En 1975, il participa au congrès de fondation du Courant communiste international, avec lequel il sympathisa jusqu'à sa mort le 4 mai 1985 à Maastricht. (Cf. Jan HALKES, *Jan Appel : het leven van een radenkommunist*, Uitgeverij Comopolis, 1986.)

(24) Cajo Brendel (né en 1915) fut membre du GIC un an, de 1934 à 1935; il en sortit pour former un groupe autonome à La Haye. Auparavant, il avait été trotskyste. B.A. Sijes, un étudiant juif prolétarisé volontairement est membre du GIC à partir de 1933, après être sorti de la social-démocratie. D'autres, les frères Van Albada, Piet et Bruun, ont été membres du GIC dès le début des années 30 et ont continué, pendant un temps, leur activité politique dans le Spartacusbond. Très représentatif d'un prolétariat combatif, l'ouvrier Age van Agen éditait la revue *Proletenstemmen*, écrite pour être distribuée aux chômeurs. D'autres membres du GIC, moins connus, peuvent être mentionnés : Herman de Beer, Leo Hagen, Mien Dekker, B. Bianchetti. (Source : lettres de Cajo Brendel à Ph. Bourrinet, en date du 2 janvier 1981 et du 23 février 1981.)

CHAPITRE VI

LA NAISSANCE DU G.I.C. (1927-1933)

La période qui s'étend de 1927 à l'arrivée de Hitler au pouvoir est une période clef dans l'histoire du communisme de gauche hollandais. Ce qui restait du Courant d'Essen s'est littéralement décomposé en Allemagne; la KAI n'y est plus que l'ombre d'elle-même, au point que son exécutif s'installe aux Pays-Bas à partir de 1927 (1). Mais le KAPN, qui est dans la pratique la seule véritable section de la KAI, s'éteint lentement. La tendance d'Essen, qui n'avait même plus la caution de Gorter, n'est plus qu'un groupe moribond aux Pays-Bas.

Cette période est peu favorable à un développement du communisme de gauche en milieu ouvrier. Après la défaite de la grande grève des mineurs en Grande-Bretagne en 1926, puis avec celle du prolétariat chinois en 1927, la vague révolutionnaire du premier après-guerre s'est brisée. La politique du Komintern a été une politique consciente de défaite, qui se traduit par la destruction des aspirations révolutionnaires des ouvriers dans tous les pays. La formation du Comité anglo-russe (2), lors de la grève des mineurs anglais, l'alliance du Komintern avec le Kuo-Min-Tang de Tchang Kai-Chek (3) sont autant de jalons d'une défaite du prolétariat mondial qui mène directement au triomphe de Hitler en 1933. L'adoption enfin en 1927 du "socialisme en un seul pays" par l'Internationale communiste signe son arrêt de mort. Il n'y a plus d'Internationale du prolétariat. Le stalinisme triomphe, avec sa politique de défense de l'URSS. La politique stalinienne en Allemagne sera le coup de grâce donné au prolétariat international. Avec l'écrasement du prolétariat allemand par le nazisme, favorisé par la politique du Komintern et du KPD, la voie à la révolution est barrée pour des décennies. La contre-révolution triomphe mondialement et la voie est ouverte vers la deuxième guerre mondiale.

Cette période pourtant, avec l'éclatement brutal de la crise de 1929, était une confirmation éclatante de la théorie de la crise mortelle du capitalisme, défendue par le courant communiste germano-hollandais. Les conditions objectives de la révolution prolétarienne étaient réunies; la crise tant attendue et annoncée était là. Mais les conditions subjectives de la révolution faisaient défaut. Cette contradiction entre conditions subjectives et conditions objectives de la révolution resta ignorée des groupes qui se plaçaient dans la tradition de la

Gauche communiste germano-hollandaise.

LA RUPTURE AVEC LE KAPD

Pour des raisons autant politiques que circonstancielles, le G.I.C., à partir de 1927, s'éloigne du KAPD, pour finalement rompre avec lui.

L'évolution du KAPD depuis 1923.

Le milieu politique révolutionnaire, à gauche du KPD était encore loin d'être négligeable en 1923. Celui-ci regroupait environ 20.000 membres (4), organisés aussi bien dans les Unions que dans le KAPD et ses différentes scissions. Le KAPD, qui comptait environ 2.000 membres, restait stable. Il avait été l'un des rares groupes révolutionnaires 1923, à s'opposer à la politique nationaliste, voire antisémite (5), du KPD. Il s'était opposé fortement à la politique des " gouvernements ouvriers ", qu'il caractérisait comme des gouvernements anti-ouvriers (6). Il avait enfin condamné la formation de " centurions prolétariennes par le KPD, comme une entreprise putschiste, en l'absence de conseils ouvriers (7).

Après 1923, pendant la période de " stabilisation relative du capitalisme " qui s'étend de 1924 à 1928, le KAPD avait poursuivi une activité propagandiste. Il était convaincu que si une première vague révolutionnaire avait échoué en Allemagne, une deuxième, sous l'effet de la crise mondiale inévitable, viendrait à nouveau submerger ce pays. Cela n'allait pas sans quelque simplisme. *Proletarier*, l'organe théorique du KAPD, écrivait ainsi en janvier 1926 : " Si 1924 était l'année de la stabilisation, 1925 l'année de l'effondrement, 1926 sera l'année des luttes. " (8)

L'année 1926 fut en fait une année d'intense activité du KAPD en direction de la gauche du KPD, qui refusait la bolchevisation. Le KAPD ne considérait nullement le KPD comme un " parti bourgeois ", mais comme un parti " centriste " (9) dont pouvaient sortir des éléments révolutionnaires, à la faveur de la crise que connaissaient les sections de l'I.C. Il s'agissait, comme le notait le KAPD, non de former une opposition à l'intérieur du KPD, mais d'entreprendre un bilan politique, pour s'engager sur la voie révolutionnaire:

" A l'instar du don Quichotte de Cervantès, le chevalier à la triste figure, (l'opposition) combat les effets, là où il s'agit de révéler les causes qui ont une signification fondamentale pour la structure et le champ d'action du mouvement ouvrier révolutionnaire ... Au lieu de jeter ouvertement le gant à la tête du parti, par une critique positive, cette gauche combat pour la légalisation de son opposition ... La gauche dans le KPD devra bientôt décider si elle veut courir derrière le wagon de l'histoire en rouspétant et en faisant du vacarme, ou si elle veut opposer au front uni du capitalisme de Moscou à Washington la lutte du prolétariat révolutionnaire. " (9 bis)

Opposé à un rassemblement de 'mécontents' sans principes, le KAPD attendit la sortie de l'opposition du KPD, qui était exclue, pour commencer un travail de clarification. Avaient en effet été exclus, à partir de mai 1926, une foule de groupes, souvent hétérogènes politiquement, qui s'étaient constitués en fractions au sein du KPD :

- le groupe de Schwarz et Korsch, “ Entschiedene Linke ” (Gauche résolue), qui regroupait environ 7.000 membres;
- le groupe d'Iwan Katz, qui formait avec le groupe de Pfemfert une organisation de 6.000 membres, proche de l'AAUE, sous le nom de cartel des organisations communistes de gauche, et publiait le journal Spartakus. Celui-ci devenait l'organe du Spartakusbund n° 2.
- le groupe de Fischer-Maslow, qui comprenait 6.000 militants.
- le groupe d'Urbahns, qui en regroupait 5.000 (10), était la matrice du futur Leninbund.
- L'opposition de Wedding, exclue en 1927-28, qui devait former plus tard, avec une partie du Leninbund créé par Urbahns, l'opposition trotskyste allemande.

C'est seulement avec le groupe de Schwarz, qui était encore député, et une fois consommée la rupture avec Korsch - qui devait publier Kommunistische Politik - qu'une communauté de travail s'instaura entre l'Entschiedene Linke et le KAPD. Pour ce dernier, il n'était nullement question de travailler avec Korsch, qui défendait une politique syndicaliste et parlementariste. Pour le KAPD, le mot d'ordre d'un “ nouveau Zimmerwald ” lancé par Korsch n'était qu'une “ phrase sans contenu ” (11). D'autre part, Kommunistische Politik, en étant incapable de faire un bilan de la politique de l'I.C. de 1921 à 1925, qu'elle approuvait, ne pouvait véritablement la soumettre au crible de la critique :

“ Celui qui considère comme juste la tactique de la III^e Internationale de 1921 à 1925, ne peut pas considérer celle de 1926 comme fausse, car la tactique de la III^e Internationale en 1926 n'est que la continuation conséquente de l'ensemble de la ligne (politique)... La III^e Internationale s'est construite sur un terrain marécageux, celui du réformisme, à une époque où le capitalisme vole de catastrophe en catastrophe et où la révolution est devenue à l'ordre du jour. Elle a construit sa maison sur du sable. ” (12)

Le problème était tout autre avec le groupe d'Iwan Katz, qui s'était regroupé avec l'AAU-E et un petit syndicat indépendant (13), en un cartel hétéroclite. La principale question était celle de l'acceptation d'une organisation révolutionnaire centralisée. Considérant que le groupe de Katz était une “ espèce particulière d'anarchisme ”, le KAPD refusait tout travail commun, tant que la question du parti n'aurait pas été résolue :

“ La lutte pour la tactique révolutionnaire n'est pas une lutte contre le parti révolutionnaire mais au contraire une lutte pour le parti révolutionnaire, comme leader de la classe ... Pour vous une question se pose : avec ou contre le KAPD. ” (14)

Seule l'Entschiedene Linke de Schwarz répondit finalement, mais avec des hésitations pour le KAPD. Une campagne intense fut menée conjointement pour dénoncer le “ scandale des grenades ” livrées par le gouvernement russe à la Reichswehr (15); le KAPD utilisa les discours de Schwarz au Parlement pour dénoncer aussi bien le traité d'amitié entre l'Allemagne et l'URSS que l'impérialisme russe. A partir d'octobre et novembre 1926, commença une collaboration de plus en plus étroite entre les deux organisations. L'Entschiedene Linke, l'organe du groupe Schwarz était imprimé dans l'imprimerie même du KAPD. Sur toutes les questions principales (syndicalisme, parlementarisme, capitalisme d'État russe, reconnaissance de la nécessité d'un parti, l'Entschiedene Linke devait reconnaître qu'elle se situait, en décembre 1926, sur le même terrain que le KAPD. Enfin, lors de la session du comité central de l'E.L - du 4 au 6 juin 1927 -, il

fut décidé à l'unanimité de fusionner avec le KAPD, avant l'automne. Simultanément, les militants de l'E.L. devaient quitter toute espèce de syndicat et s'intégrer dans l'AAU. Mais le bacille du "parlementarisme antiparlementaire" était encore présent au sein de l'E.L. ; une exception de taille était faite à l'abandon de tous les mandats parlementaires qu'elle détenait encore : Schwarz conservait son mandat de député au Reichstag. Officiellement, ses indemnités parlementaires devaient servir au financement de la propagande de l'E.L. Cela manifestait une attitude inconséquente, alors que toute participation aux élections était définitivement rejetée. (16) Cela entraîna de vives protestations au sein de l'E.L. : la minorité de la direction, s'appuyant sur la majorité du groupe local de Berlin, exigeait l'abandon immédiat du mandat détenu encore par Schwarz". C'est dans ce contexte peu favorable que se réalisa enfin la fusion entre l'E.L. et le KAPD, en juillet 1927. Après avoir suspendu la revue *Die Entschiedene Linke*, environ qui en comptait 2.000 à 3.000 militants adhéraient moins. Cela n'alla pas sans provoquer une grave crise interne.

Le KAPD, en effet, manifesta dans le "cas Schwarz" une certaine ambiguïté. Selon, lui, l'abandon du mandat parlementaire par Schwarz n'était pas une "question principielle", mais de convenance, dans la mesure où le parti pouvait utiliser les indemnités parlementaires de celui-ci : "Le parti peut, sans entrer en contradiction avec son attitude antiparlementaire, poser et résoudre la question du dépôt de mandat du point de vue de l'opportunité. Il a, dans la situation donnée, à examiner si, pour le Mouvement, serait plus utile un abandon démonstratif ou une utilisation financière du mandat." (17) Cependant, le KAPD était clair que " (Schwarz) ne pourrait devenir membre du parti aussi longtemps qu'il ne déposerait pas son mandat " (17). En conséquence, le KAPD considérait Schwarz comme un sympathisant actif qui, à titre privé, soutenait financièrement le parti par ses contributions.

Cette insistance sur les "opportunités" possibles apparaissait comme une concession à l'opportunisme. Cela d'autant plus, que les adversaires politiques du KAPD affirmèrent que le parti abandonnait ses positions antiparlementaires (18). Aussi, à partir de juillet 1927, se développa une forte opposition au sein du KAPD qui dénonça la politique des "petits avantages" qui se dissimulait derrière la 'neutralité' affichée par les instances du parti dans le "cas Schwarz". Il en résulta - et bien que le KAPD n'abandonât nullement le terrain antiparlementaire - une scission au sein même du parti. L'opposition, ne chercha pas à rester dans le parti pour mener la bataille politique. Son attitude fut même empreinte d'irresponsabilité, équivalant à une volonté de sabotage du KAPD : elle lança un appel à la grève des cotisations et empêcha la distribution de la *KAZ* (19). Finalement, l'opposition à Berlin - qui regroupait presque la moitié du district -, mais sans le soutien des sections de Weissenfels, Leipzig, Hamburg, et Rhénanie, qui voulaient mener le combat à l'intérieur du KAPD, fit sécession.

Elle publia son organe propre : *Kommunistischer Arbeiter*, et entraîna avec elle une partie de l'AAU qui publia alors son journal, *Klassenfront*. Cette situation dura d'octobre 1927 à avril 1928. Il fallut toute une discussion pour convaincre l'opposition de réintégrer le KAPD, la convaincre que la scission n'était pas justifiée par une question de principe, que le parti n'abandonnait pas l'antiparlementarisme.

Le bilan était très lourd. La plupart des anciens membres de l'E.L. ne s'étaient pas vraiment intégrés dans le KAPD. Beaucoup d'entre eux l'avaient quitté rapidement ou s'étaient livrés à des activités de fraction avec l'opposition. Au lieu d'avoir renforcé le parti, l'entrée de 2.000 membres de l'E.L. l'avait finalement affaibli. Leur adhésion, non individuelle, mais par fusion de sections locales avec celles du KAPD, avait été précipitée (19). Le bacille de la scission, longtemps jugulé, depuis 1921, n'avait pas épargné un parti qui pourtant avait une

forte audience dans l'opposition du KPD depuis 1925.

Certes, le KAPD avait résolu le “ cas Schwarz ” : celui-ci s'était éloigné du KAPD et de la vie politique; il avait abandonné son mandat venu à expiration. Il devait avouer que, grisé par son audience nouvelle, il avait émoussé le tranchant de la critique et était tombé dans l'opportunisme. Mais surtout l'attitude de l'Opposition avait révélé non seulement un manque d'éducation marxiste de la part d'éléments qui étaient venus au parti, guidés par “ le sentiment et l'enthousiasme ”, mais encore des restes d'idéologie “ antiautoritaire ” dangereuse pour l'existence même du KAPD :

“Les scissions et formations de différentes tendances et leur décomposition sont la preuve suffisante que même notre parti dans sa grande majorité était composé de membres qui se laissaient conduire non par une claire connaissance mais par le sentiment et l'enthousiasme... La primitivité et l'insuffisance de connaissance marxiste chez ces éléments débouchait toujours sur un état d'esprit anti-bonzes ‘antiautoritaire’, qui en dernière instance conduisait et doit conduire à la négation de l'organisation...” (20)

b) *Le G.I.C., Pannekoek et le KAPD*

La crise du KAPD était plus profonde et révélait des tendances anti-organisation très fortes dans le mouvement communiste de gauche. Elle était le point de départ d'une crise entre l'AAU et le KAPD. D'un côté, on avait les tenants d'une “ politique souple ” (*beweglich*), qui voulaient transformer l'Union en une organisation de luttes économiques et refusaient une politique de “ parti ” pour préconiser une politique “ de classe ”. De l'autre côté, le KAPD voulait maintenir, et même développer, son activité comme organisation politique, en gardant le ‘leadership’ sur l'AAU. Cette politique “ rigide ” (*starr*) s'opposait à toute tactique “ souple ”, qui ferait dévier le KAPD de ses principes et minimiserait la notion d'organisation politique.

La crise du KAPD était un révélateur de l'évolution du G.I.C. vers des positions “ communistes de conseils ” mieux affirmées. Cela se fit non sans flottements et contradictions au sein du G.I.C.

La G.I.C. intervint dès le départ dans la crise du KAPD. Il se plaça résolument du côté de l'opposition. Henk Canne-Meijer qui représentait le groupe à la session du comité central du KAPD tenue les 29 et 30 octobre 1927 (21), mit en garde contre “ le danger d'une complète destruction du KAPD ” par l'opportunisme. Celui-ci s'était glissé jusque “ dans le centre du parti ”. Aussi, selon le G.I.C., la possibilité d'une participation du KAP aux élections était maintenant ouverte. Le prestige du KAPD était en jeu et ne pouvait se monnayer contre les 600 marks mensuels des indemnités de Schwarz.

Tout en estimant que la grève des cotisations menée par l'Opposition était - “ jusqu'à un certain degré ” - justifiée, les Hollandais appelaient à l'unification du parti et mettaient en garde l'Opposition de ne pas commettre “ la lourde faute de réduire en miettes le parti ”. Mais de façon significative, le groupe hollandais voyait dans la crise interne le résultat d'une “ politique de chefs ” pratiquée par la direction du KAPD.

Cette critique de la “ politique de chefs ” amenait rapidement le G.I.C. à remettre en question la fonction politique du parti défendue par le

KAPD. Dans une lettre écrite en février 1928 (23) et adressée à ce dernier, Canne-Meijer reprochait au KAPD de passer d'une " politique de classe " à une " politique de parti ". Il ne critiquait pas seulement l'opportunisme de la politique des " petits avantages ", mais le fait que le parti concentrait toute l'activité presque exclusivement à des disputes avec le KPD et ses différentes boutures ". La lutte politique mènerait finalement à une division du parti : ceux qui " savent " et ceux qui " exécutent ", " en bas ", la ligne politique. Aussi, " le centre de gravité de l'activité de parti (devait) se situer dans les entreprises ", mais aussi dans l'AAU et la construction d'organisations d'usines. Comme le notait la réponse du KAPD à cette lettre (24), c'était méconnaître la réalité, où les luttes de partis sont " inévitables et nécessaires ", c'était se priver de " l'arme de la critique " pour " écarter les obstacles dans le développement de l'idéologie révolutionnaire ". C'était surtout encourager l'indifférence politique des ouvriers, en se retirant du terrain de la lutte politique. Enfin, appeler à la création d'organisations d'usine n'était qu'un " vain cri de guerre " : de telles organisations ne pouvaient naître que de la lutte elle-même et " créées par les ouvriers ". Avec force, le KAPD rejetait toute une vision " antipolitique " exprimée par le G.I.C. comme par une partie du mouvement unioniste. C'était la fonction du parti révolutionnaire qui était en cause, selon lui.

Dans un texte, publié dans *Proletarier* à la même époque (25), Pannekoek posait les questions nettement. Sa vision était très éloignée de toute idéologie " antichefs ", et donc quelque peu différente de celle du G.I.C. Il s'agissait pour lui de replacer l'activité du KAPD dans le cours historique présent.

Dans " Principe et tactique ", Pannekoek montrait que la vague révolutionnaire mondiale était terminée en Europe. La défaite était due en premier lieu au manque de maturité du prolétariat :

" De 1918 à ce jour, tous les chapitres de l'histoire européenne pourraient être intitulés 'la défaite de la révolution'. Le prolétariat ne se montra guère à la hauteur de sa mission historique, tandis que la bourgeoisie sut exploiter à fond ses carences... La puissance de la bourgeoisie est due essentiellement au manque de maturité, aux craintes, aux illusions du prolétariat, à l'absence en son sein de conscience de classe, de vision claire des buts, d'unité et de cohésion. " (*Proletarier*, n° 7, juillet 1927.)

A la différence du KAPD et de l'AAU, Pannekoek - et il en était de même pour le G.I.C. avant 1929 - envisageait la période nouvelle comme une période de stabilisation économique et politique, et niait toute possibilité de " crise mortelle du capitalisme ". A deux ans de la crise de 1929, il refusait d'envisager une crise de surproduction. Selon lui, le capitalisme avait encore de larges possibilités d'expansion : " Il n'existe pour le capitalisme absolument pas d'impossibilité d'élargir la production et donc de surmonter une conjoncture extrêmement défavorable. " (ibidem). Au contraire, la reprise économique était possible - comme au XIX^e siècle grâce à la découverte de nouveaux champs aurifères. D'autre part, l'Asie offrait un champ d'accumulation nouveau pour le capital, par sa promotion " au rang d'élément autonome de la production capitaliste " à l'échelle mondiale. Cela signifiait que " le capitalisme est loin d'être à la dernière extrémité ". Pannekoek renvoyait la crise et la révolution à un futur lointain :

" Nous ne sommes qu'au pied de la montagne. Il est difficile aujourd'hui de prévoir l'évolution économique à court terme. Si une phase d'expansion vient à s'ouvrir, il est tout aussi certain qu'elle sera suivie d'une crise tout aussi considérable. Et avec la crise réapparaîtra la révolution. L'ancienne révolution est terminée; nous avons à préparer la nouvelle. " (ibidem).

Il s'ensuivait que la fonction du KAPD et de l'AAU devait se modifier. A la différence du G.I.C., Pannekoek ne rejetait pas encore la fonction politique du parti révolutionnaire; il le fit progressivement, au début des années 30. Pannekoek était, en 1927, demeuré fidèle à ses positions exprimées en 1920 dans *Révolution mondiale et tactique communiste*. Il rappelait la position classique de la Gauche communiste que " ce n'est pas la parti qui fait la révolution, mais la classe comme un tout " (*Proletarier*, n° 9, août 1927.) Il rappelait que le parti révolutionnaire est nécessaire comme avant-garde, ne pouvant - sous peine de trahir sa nature - ni se substituer ni se fondre dans la classe ouvrière. Il insistait sur le rôle indispensable de ce parti, avant et pendant la révolution, essentiellement sur le terrain politique : " Toute action exige en permanence une lutte spirituelle des masses en. vue d'arriver à la lucidité, une lutte menée sous la forme d'un combat opposant partis et tendances les unes aux autres, et cette lutte le parti doit la poursuivre pour les ouvriers et sous leurs yeux. Ainsi donc, le parti forme à chaque étape de la lutte de classe un organe primordial, l'âme de la révolution en quelque sorte... " (ibidem). C'était implicitement rejeter la position de Canne-Meijer, qui opposait une "politique de classe" antipolitique à la " politique de parti " se confrontant aux autres partis agissant au sein du prolétariat.

La période de " prospérité ", caractérisée par la réaction - comme après 1848 en Allemagne -, et entraînant " déclin, confusion et tromperie " dans le mouvement ouvrier, entraînait inévitablement des changements de tactique dans le mouvement révolutionnaire. A " une époque de dépression du mouvement révolutionnaire ", où l'action de masse n'était plus à l'ordre du jour, le KAPD devait rester un petit parti, car mieux à même de se défendre contre la réaction ambiante. Il s'agissait pour lui de préserver " la qualité, la justesse de ses principes ", et non d'étendre inconsidérément son champ d'activité Pannekoek mettait en garde contre la griserie du succès : il s'agissait de rejeter la tactique " souple " qui ne cherche qu'à pallier la faiblesse numérique du parti. Pour prix de la sortie de l'isolement, le KAPD risquait de payer celui de l'opportunisme. En conséquence, Pannekoek conseillait : plus de propagande, moins d'agitation enflammée, moins d'activisme verbal dans la presse du KAPD.

Les mises en garde de Pannekoek étaient encore plus sévères pour l'AAU, où s'exprimait le plus la tentation d'une tactique " souple ". Celle-ci devait prendre garde de ne pas se transformer en organisation syndicale - " on se trouverait face à une centrale de plus, rien d'autre " (ibidem) -; son rôle n'était pas de diriger les luttes, mais de les soutenir par sa clairvoyance. C'était laisser entendre, à mots couverts, que l'existence de l'Union était superflue, en période de réaction. " Comme le KAP, l'AAU est essentiellement une organisation pour la révolution. En d'autres temps, dans une phase de reflux révolutionnaire, on n'aurait absolument pas songé à fonder une telle organisation. Mais elle est tout ce qui reste des années de révolution. " (ibidem).

Les critiques de Pannekoek étaient en partie fondées, dans la critique de l'opportunisme. Elles soulignaient implicitement de danger de la double organisation. Ou bien le KAP dissolvait une Union, qui n'était plus qu'un " reste " glorieux de la révolution, ou bien c'était l'Union qui dissolvait le parti, en se posant comme une organisation hybride, politico-économique. De toute façon il ne pouvait y avoir de place pour deux partis, ayant les mêmes positions principielles.

La faiblesse du texte de Pannekoek " Principe et tactique " résidait dans un certain " fatalisme " qui fut relevé par le KAPD.

En quelque sorte, en spéculant sur une nouvelle période de prospérité du capital, K. Horner - pseudonyme de Pannekoek - avait tendance à enterrer un peu vite la révolution. Il ne comprenait pas, comme le soulignait le KAPD (26), que les crises n'étaient plus cycliques comme

au XIX^e siècle. La comparaison avec la situation de l'après-1848 était sans valeur. A l'époque de la " crise mortelle du capitalisme ", les brèves périodes de " stabilisation relative " n'empêchaient nullement l'éclosion de mouvements de classe sous forme de grèves sauvages, où le parti devait intervenir activement. La préparation du KAPD à de nouvelles luttes qui naîtraient de la crise imminente était donc parfaitement justifiée : " le capitalisme dans sa phase monopolistique ressemble à un baril de poudre ".

Deux ans plus tard, la Grande Crise venait brutalement infirmer les pronostics optimistes de Pannekoek sur la nouvelle période de " prospérité " du capitalisme, et confirmer ceux du KAPD. La crise économique vit le triomphe de la " tactique souple ", et ce fut l'Union qui l'emporta sur le parti, au prix de la désagrégation du KAPD. Le G.I.C., suivi en cela par Pannekoek, qui avait évolué, prit position pour l'AAU, dont il se considéra comme une partie, au sein du regroupement international communiste des conseils.

LE G.I.C. ET LE REGROUPEMENT INTERNATIONAL DES COMMUNISTES DES CONSEILS (1929-1932)

a) *Le G.I.C. et le mouvement communiste des conseils allemand. La naissance de la KAU (Union ouvrière-communiste)*

En 1929, la 9^e conférence nationale de l'AAU décidait de rompre tout contact avec le KAPD. Le but était de mettre fin à la direction exercée par le KAP. De façon significative, et sous le prétexte d'"activité fractionnelle", la conférence décidait d'exclure Adam Scharrer, le principal dirigeant du KAPD. Cela signifiait qu'un militant du KAPD ne pouvait plus être membre de l'AAU. Il s'ensuivit une scission qui affaiblissait le mouvement révolutionnaire allemand, mais aussi international, puisque dans plusieurs pays des groupes étaient rattachés à la double organisation KAP-AAU.

Après cette scission, on peut parler de la naissance du communisme des conseils au niveau international. Le courant révolutionnaire, qui incarnait l'esprit de parti et avait constitué le seul véritable pôle de regroupement du courant communiste de gauche internationaliste, le KAPD, passait au second plan. Ses quelques centaines de militants se maintenaient dans une organisation qui était isolée du reste du milieu politique révolutionnaire, dominé par l'idéologie antiautoritaire et " anti-bonzes ".

L'évolution de l'AAU se poursuivait alors de façon confuse et contradictoire. D'un côté, l'Union adoptait une tactique de plus en plus 'souple' au point que pour la première fois de son histoire elle dirigeait - exactement comme une organisation syndicale - une grève. En 1929, l'Union de Cuxhaven dirigeait une grève des marins. Le KAPD y vit le triomphe d'une " politique de maquignonage qui consistait à marchander " avec des capitalistes autour d'un tapis vert, en attendant que le prolétariat soit assez fort pour monter à l'assaut final " (27). De l'autre côté, l'AAU voulait rester une avant-garde politique dans la lutte de classe. Pour cela elle souhaitait regrouper les éléments provenant du mouvement des unions dans une même organisation. Des discussions furent menées dans ce sens avec les restes de l'AAU-E. Une conférence de fusion devait se tenir en décembre 1931 à Berlin. Tous les groupes communistes de conseils " étrangers " étaient conviés à s'associer à l'effort de clarification au sein du mouvement international, par des contributions écrites. Le G.I.C. et Pannekoek en premier lieu.

Avec le groupe de Mattick, qui travaillait encore au sein des IWW américains (Chicago), le G.I.C. fut l'un, des rares groupes qui apportèrent des contributions sérieuses au débat interne, sur le programme du mouvement communiste des conseils international. La principale contribution théorique du G.I.C. fut l'élaboration collective du travail de Jan Appel : les " Principes fondamentaux de la production et de la répartition communistes (*Grundprinzipien kommunistischer Produktion und Verteilung*) furent édités à Berlin par l'AAU, en 1930. C'était la première élaboration d'un texte qui fut encore travaillé dans les années 30 par le G.I.C. Plus actuels, les textes sur la fonction des organisations révolutionnaires se voulaient une critique du programme de l'AAU.

Le G.I.C., non sans raison, rejetait la prétention, exprimée dans le projet de programme de l'AAU, de devenir une " organisation de masse ". L'AAU ne pouvait être ni un syndicat ni un parti. Elle devait être considérée comme un ensemble de " noyaux d'usine révolutionnaires ", dont la tâche principale était la propagande pour une " association de producteurs libres et égaux " (28). En aucun cas, les " noyaux d'usine " ne pouvaient se poser en concurrents des syndicats, en établissant des revendications. Leur tâche était, lors de l'éclatement de grèves sauvages, de contribuer à la formation d'un " front de classe " unitaire, non professionnel, " libre de tout parti ou syndicat ".

C'est seulement dans la lutte massive que pouvaient surgir des " organisations d'usine " constituant une réelle " organisation de classe ". Ces organisations d'usine (*Betriebsorganisation*) et non les " noyaux d'usine " étaient les seules qui pouvaient " diriger la lutte ". Elles disparaissaient en général avec l'achèvement de la lutte. En aucune façon, elle ne pouvaient devenir des organisations permanentes. Leur permanence était conditionnée par le seul surgissement de la révolution.

Après la lutte, seuls subsistaient les " noyaux d'usine ", comme lieu de propagande pour l'organisation de classe. Ils en étaient la partie la plus active et la plus consciente. Ainsi, l'Union restait toujours un petit noyau.

Si la lutte de classe devait être " libre de tout parti ", il découlait logiquement le rejet de toute organisation politique sous la forme parti, au profit d'un organisme de type syndicaliste-révolutionnaire, comme les IWW. Mais le G.I.C. affirmait que ce n'était nullement le cas. Ainsi le G.I.C. rejetait la proposition de Paul Mattick de faire de l'AAU une section en Europe des IWW. (29). Il ne pouvait en être question puisqu'ils rejetaient toute action politique. Le G.I.C. en fait ne rejetait pas l'existence d'une organisation politique, mais celle de partis de masses " dirigeant " la lutte de classe comme la survivance d'une période révolue. Il est significatif que Pannekoek ait modifié sa position en peu de temps sur la question du parti. Selon lui, le parti comme avant-garde, aspirant à " diriger la classe ", cédait la place à des " groupes-noyaux " qui remplissaient le rôle d'organisations d'opinion (30). C'est dans ce sens qu'on pouvait les appeler " partis ". Ils étaient nécessaires seulement en tant qu'expression de " la lutte spirituelle à l'intérieur du mouvement ". Cette théorie apparaissait pourtant, comme le notait le KAPD (31), comme un rejet du parti. C'était le début d'un processus qui devait conduire le G.I.C. et Pannekoek à rejeter tout parti, même révolutionnaire.

En fait, le G.I.C. faisait une séparation radicale entre les deux principales fonctions d'un parti révolutionnaire : la lutte théorique (" clarification ") et l'intervention dans la lutte de classe. L'AAU était une organisation d'intervention, et les " Partis " des cercles de réflexion, coexistant avec elle. Comme " organisation de classe " unitaire, l'AAU devait interdire la formation de fractions politiques en son sein (32) et laisser libres ses membres de s'organiser, à l'extérieur, dans des " partis ". (33). C'était du moins l'opinion d'une majorité du

G.I.C., qui tout en rejetant la conception de l'AAU-E, négatrice de tout "parti", estimait nécessaire l'existence d'une "double organisation". Mais les deux organisations devaient être rigoureusement séparées, et en aucun cas l'AAU ne devait être dominée politiquement par un parti. C'était du reste l'opinion de l'AAU.

C'est sur cette base que se fit l'unification entre l'AAU et l'AAU-E, lors de la conférence d'unification de Berlin, du 24 au 27 décembre 1931. La nouvelle organisation, la KAU (Union communiste ouvrière) regroupait les 343 membres de l'AAU et les 57 membres de l'AAU-E (34). Elle se concevait comme le KAPD comme une avant-garde", une "élite" (35) prolétarienne.

Elle était un "Parti" qui n'osait pas dire son nom. Elle était un second "parti" à côté du KAPD. Sa constitution était l'expression non d'une unification, mais du processus de scissions au sein du mouvement révolutionnaire allemand.

b) *Le regroupement international communiste des conseils*

Suite à la conférence de décembre 1931, le G.I.C. s'intégrait dans une fédération très lâche de groupes nationaux, dont il était la "tête" théorique. Il abandonnait la publication de son "Matériel de presse" en allemand (*P.I.K.*) au profit de la revue du mouvement unioniste : *I.N.O. (Internacia Novaj-Officejo) Pressekorrespondenz*. Celle-ci était éditée par le Bureau international de la KAU installé à Francfort (36), dont la tâche était d'informer et de regrouper les groupes communistes des conseils du monde entier. Ces groupes présentaient la particularité de s'être détachés du KAPD, dont ils refusaient la conception du parti, pour s'agglomérer à la KAU allemande et au G.I.C. hollandais :

- le KAP du Danemark, qui existait depuis le milieu des années 20, s'était transformé en Groupe des communistes internationaux (GIK) 7). En 1930. Il avait édité d'abord la revue "Contre le courant" (*Mod strømmen*), puis, à partir d'octobre 1931, le journal mensuel Politique ouvrière marxiste (*Marxistisk Arbejder-Politik*). Le groupe était composé de 12 membres et avait des contacts avec des oppositionnels du PC danois (38). Son orientation était nettement conseilliste, puisqu'il rejetait tout parti. Ses appels à la "grève générale" et à l'action directe" montraient même une similitude avec le courant anarchiste, assez éloignée du communisme des conseils.
- Les Communistes de gauche de Hongrie (M.B.K.S.Z.) agissaient dans des conditions difficiles. Groupe illégal, ils faisaient front contre les persécutions de la police, les groupes fascistes, et les organisations du P.C. et de la social-démocratie (39). Leur travail de propagande touchait de petites fractions du PS et du PC. Au sein du mouvement communiste des conseils, le MBKSZ était certainement le groupe qui insistait le plus sur un regroupement urgent à l'échelle internationale des forces existantes.
- Le groupe des unionistes de Chicago aux USA s'était formé, au sein des IWW, autour de Paul Mattick. Il agissait aussi bien dans l'immigration allemande que dans le milieu communiste de gauche américain. Mattick avait tenté de former une fraction KAP au sein des IWW. Une autre fraction communiste des conseils s'était formée au sein du petit parti, Proletarian Party of America, le troisième parti communiste américain qui s'était constitué en 1919. C'est de ce "Parti" que sortit l'United Workers Party, au début des années trente, qui devait éditer la revue *Council Correspondence*. Mattick, qui était rédacteur du journal ouvrier *Chicagoer Arbeiter-Zeitung*, était très actif

dans le mouvement des chômeurs. Le groupe de Mattick était loin de rejeter la nécessité d'un parti révolutionnaire. Il était le seul à insister sur l'unité entre le KAP et la KAU (40).

- En France, les groupes autour de *l'Ouvrier communiste* et de *Spartacus*, composés, l'un d'ouvriers italiens, l'autre d'ouvriers allemands, s'étaient décomposés à la fin de l'année 1931 (41). Leur disparition était en même temps et pour longtemps celle du communisme des conseils en France. Elle marquait l'impossibilité de liens entre la gauche communiste germano-hollandaise et la gauche communiste italienne (42).

En dehors de ces croupes, on ne peut guère parler d'une réelle influence du communisme des conseils. La scission entre le KAPD et l'AAU avait amené certains groupes nationaux à se rattacher uniquement au KAPD. Si le KAPD en Autriche (43) reposait sur un petit groupe actif à Vienne, il était surtout présent en Tchécoslovaquie, chez les ouvriers de langue allemande. Dans la Bohême industrielle du Nord, s'était développée une forte opposition au sein du PC tchèque. Fin 1928 ou au début 1929, un groupe se revendiquant du combat du KAPD contre l'opportunisme de l'I.C. depuis le III^e Congrès se constitua. Très présent dans la région industrielle de Gablonz, le KAP tchèque, dit Propaganda-Gruppe, publia son *Kampfruf*, destiné au mouvement unioniste de Bohême, puis son organe politique, *Spartakus*, de 1929 à 1932. Il avait un fort impact dans le mouvement des chômeurs; sa propagande antisindicaliste était d'autant plus écoutée que obligation était faite aux ouvriers tchèques d'appartenir aux syndicats pour toucher l'assurance chômage. En janvier 1932, 5 délégués KAP avaient été élus par les comités d'action et les assemblées de chômeurs pour une conférence régionale des chômeurs (44). Soumis aux attaques de la police, le KAP était depuis 1931 quasiment illégal. Conscient de la nécessité d'un travail clandestin, avec la montée du nazisme, dans les Sudètes comme dans le reste de la Tchécoslovaquie, il se rattacha au groupe allemand des Rote Kämpfer, de Schwab et Schröder. Celui-ci, en 1932, était passé dans la clandestinité, pour préparer ses "cadres" à la lutte illégale.

L'éparpillement de tous ces groupes, dont l'ensemble ne donnait pas une homogénéité politique, ne permit pas de réaliser un véritable regroupement international. La proposition des communistes de gauche hongrois en 1932 de tenir urgemment une conférence internationale des groupes communistes des conseils, proposition acceptée par la KAU, ne put se réaliser. La dictature nazie mit entre parenthèses ce projet. Il appartint au G.I.C., en 1935, de réaliser ce projet, qui fut la seule et unique tentative des communistes de conseils de se regrouper.

c) *La tentative de regroupement des communistes de conseils aux Pays-Bas (1932-1933)*

Le regroupement des communistes de conseils en Allemagne eut un effet dynamisant aux Pays-Bas. Différents groupes commencèrent à travailler, dans l'intervention, avec le G.I.C. La gravité de la période n'y fut pas étrangère. C'est moins la montée du nazisme que l'opposition à la politique de l'I.C. qui servit de catalyseur à ce regroupement. L'I.C. avait en effet décidé de tenir un "congrès anti-guerre" à Amsterdam en sept. 1932. Officiellement, l'idée de ce congrès pacifiste avait été lancée par des écrivains comme Barbusse, Romain Rolland, Gorki et Dos Passos. Ce congrès était un nouveau tournant du Komintern. Il s'agissait de développer une idéologie pacifiste et antifasciste, pour la "défense de l'URSS", au sein du mouvement ouvrier. Par l'appel lancé aux "démocrates", il annonçait la politique

des Fronts populaires.

Les communistes des conseils d'Allemagne, de France, Pays-Bas, Hongrie, Danemark et France (45) diffusèrent pendant ce congrès, et dans les usines de leur pays respectif, un Appel au prolétariat international (46). Sur le leitmotiv " Prolétaires, souvenez-vous! ", l'appel dénonçait la politique étrangère menée par l'État russe et l'I.C. depuis 1920, " une politique d'alliance militaire avec les États impérialistes " n'ayant plus rien à voir avec " la lutte révolutionnaire du prolétariat russe en 1917 ". Les communistes des conseils internationalistes distinguaient plusieurs étapes dans l'abandon de l'internationalisme par l'I.C. :

- 1920 : la guerre russo-polonaise, guerre non " pour la révolution mondiale ", mais " pour le soutien de la Russie alliée à l'impérialisme allemand ".
- 1922 : la déclaration de Boukharine au IV^e Congrès de l'I.C. en faveur de la " défense nationale " et d'une " alliance militaire avec les États bourgeois " (47).
- 1923 : élaboration de la théorie de " la patrie allemande exploitée " et livraison de grenades par l'État russe à la Reichswehr; théorie de la " libération nationale ", contre le Traité de Versailles, menant à une alliance en Allemagne avec les fascistes.
- 1927 : lors du conflit entre la Pologne et la Lituanie, appel de l'I.C. aux ouvriers lituaniens à " défendre l'indépendance de leur patrie " (48).

L'appel, dirigé contre la politique de la III^e Internationale, dénonçait aussi celle de Trotsky. Celui-ci répandait l'illusion que le 'camp rouge' était " encore un facteur de la Révolution mondiale ". Or, en aucun cas, la Russie ne viendrait à l'aide du prolétariat menacé par le fascisme : " Il ne s'agissait pour les ouvriers ni de lutter pour la paix ni de défendre l'URSS, mais de lutter pour la révolution prolétarienne contre leur propre bourgeoisie par l'action de masse révolutionnaire et le sabotage de la production de guerre. Le chemin de la révolution mondiale, avec l'instauration des conseils ouvriers, était l'unique moyen d'empêcher la guerre mondiale. "

Cet appel commun des communistes des conseils internationaux est l'un des rares qui fut diffusé simultanément dans plusieurs pays. Il se traduisit, la même année, par l'une des rares tentatives de regroupement du courant communiste des conseils effectuée aux Pays-Bas. L'appel avait en effet été signé par le G.I.C. et la L.A.O., appel auquel s'associèrent d'autres groupes hollandais.

Les 12 et 13 novembre 1932, se déroula à La Haye, une conférence commune - la première et la dernière en date (49) des communistes de conseils des Pays-Bas. Plusieurs groupes étaient présents, pour faire le point sur la lutte de classe et l'intervention dans les luttes économiques :

- Les restes du KAPN : celui-ci était profondément divisé sur la participation aux luttes salariales. La majorité, à Amsterdam, autour des Korper et de Frits Kief, considérait que les luttes économiques venaient les ouvriers de défaite en défaite. La minorité, à La Haye (50), comme le GIC, au contraire affirmait fortement que " chaque lutte salariale, en raison de la crise capitaliste, porte en soi le germe d'un mouvement révolutionnaire " (51). Elle se détacha, au début de 1933, du KAPN moribond, pour publier son organe : *De Raden-communist* (" Le communiste des conseils "). Celui-ci était une expression du Groupement des conseils de La Haye;

- La “ Linksche Arbeiders Oppositie ” (L.A.O.) - Opposition ouvrière de gauche - s’était manifestée en juillet 1932 par la publication de son organe : *Spartacus* (52). Elle déployait son activité à Rotterdam et Leiden. Très ouvriériste, la L.A.O. défendait implicitement la théorie de la “ violence minoritaire ”. Il s’agissait pour elle de “ provoquer les conflits de classe ”. Cette organisation conseilliste était dominée par la personnalité d’Eduard Sirach. Celui-ci avait été, en 1919, l’un des leaders des mutineries qui éclatèrent sur les croiseurs-cuirassés ‘*Regentes*’ (Régent) et ‘*Zeven Provinciën*’ (Sept provinces). Pour cela, il avait été condamné à une lourde peine de forteresse. Installé par la suite à Rotterdam, sans travail fixe, il avait adhéré au PC - qui l’avait présenté comme candidat aux élections et au NAS. A Leiden, la L.A.O. était entrée en contact étroit avec Van der Lubbe, qui participait à ses activités. Visiblement séduit par la théorie de la violence minoritaire, quelques mois après il incendia le Reichstag. La question de ‘l’acte exemplaire’ provoqua de vifs débats dans le mouvement communiste des conseils.

D’autres groupes ou inorganisés étaient présents. A côté de la Concentration des communistes des conseils d’Utrecht, on trouvait une organisation anarchiste : le Bond van Anarchisten Socialisten (BAS). Cet éparpillement était typique d’un mouvement allergique à toute idée de centralisation et fortement localiste. La présence d’un groupe anarchiste, comme le BAS, était caractéristique : elle prouvait que la démarcation était peu nette entre le communisme des conseils et l’anarchisme. Ce qui était net chez le G.I.C. ne l’était pas chez les autres groupes.

Cette conférence, dans l’immédiat mais non à long terme, eut pourtant des résultats. Elle permit d’établir des critères de sélection dans le mouvement communiste des conseils : la participation aux luttes économiques était le principal, critère. Par ce fait même, la majorité du KAPN se détacha de ce mouvement, pour sortir en 1933 sa propre revue : *De Arbeidersraad* (‘Le conseil ouvrier’). Bien que partisan d’un parti, connue le feu KAPN, ce groupe devait progressivement évoluer vers des positions trotskystes et antifascistes. Le second résultat fut la publication de textes dans les différentes revues émanant de l’ensemble du mouvement, ainsi que la diffusion commune de brochures (53). Enfin, l’élection d’une commission commune aux groupes montrait, en apparence, un vif souci de regroupement dans l’avenir.

Cette unique tentative de regroupement de groupes à orientation ‘conseilliste’ devait pourtant échouer. L’ouverture d’un cours contre-révolutionnaire, après l’accession de Hitler au pouvoir, en 1933, ne fit qu’accentuer les tendances centrifuges au sein du mouvement hollandais, comme d’ailleurs dans le mouvement ‘conseilliste’ international.

L’AVENEMENT DE HITLER AU POUVOIR ET SES CONSEQUENCES

a) le G.I.C. et la situation allemande

Préoccupé exclusivement par les questions qui agitaient le mouvement unioniste en Allemagne, le G.I.C. se soucia peu de la montée du nazisme, signe éclatant de la contre-révolution en marche. Plus essentielles lui apparaissaient les questions de l’organisation de l’Union, de la crise économique, et celles - plus théoriques - de la paysannerie et de la période de transition. Cette faiblesse face à un problème

politique aussi urgent que la montée de la contre-révolution, est le fruit d'une absence de réelle évaluation de la période historique. De la crise mondiale naîtraient nécessairement des mouvements de classe, sous forme de grèves sauvages, qui conduiraient directement à la révolution.

Comme courant de la Gauche communiste., le G.I.C. considérait le mouvement nazi comme l'expression de l'offensive du " capital monopoliste " contre le prolétariat et dont la base sociale était la petite-bourgeoise prolétarisée par la crise. Pour combattre le nazisme, la seule tactique prolétarienne était la reprise de la lutte de classe massive, sous la forme de mouvements spontanés antisyndicaux. Toute tentative d'alliance antifasciste avec les partis de gauche menait à la trahison des principes prolétariens. Pour battre le nazisme, le prolétariat allemand ne pouvait compter que sur lui-même, et surtout sur la reprise de la lutte de classe internationale dans les principaux centres du capitaliste Théoriquement, le G.I.C., comme les groupes révolutionnaires allemands, KAPD, KAU, les groupes du communisme des conseils aux USA et dans d'autres pays rejetaient avec intransigeance le refus du Front unique antifasciste (54). Pour eux, la social-démocratie et le KPD allemands avaient participé à l'écrasement du prolétariat : le SPD, physiquement en 1919; et le KPD, idéologiquement, en concurrençant, à partir de 1923, le mouvement nazi sur le terrain nationaliste. A la fin de l'année 1932, le KAPD soulignait que "*Hitler a recueilli l'héritage de Noske, le parti de Hitler l'héritage de la social-démocratie*" (souligné par le KAPD). " Le KPD lénino-stalinien, de son côté, a élevé la démagogie à la hauteur d'un principe, et il a été battu par le maître de la démagogie, Hitler " (idem). Le résultat désastreux de cette politique de dévoiement idéologique a été que "*une grosse partie des partisans du KPD passa à Hitler*" (souligné par le KAPD, ibidem).

C'est seulement à la fin de l'année 1932 que le G.I.C. commença à évaluer les perspectives pour le mouvement ouvrier qui découlaient de la croissance de la vague fasciste. Le mouvement nazi correspondait à la tentative du grand capital d'établir " la dictature absolue des classes possédantes " (56), en s'appuyant sur les classes moyennes. Cette analyse du G.I.C. était tout à fait banale et montrait un manque d'approfondissement politique qui ne fut surmonté que *post festum*, après la venue de Hitler au pouvoir. Sur les perspectives, les Hollandais restaient optimistes. S'ils soulignaient que le fascisme n'offrait " aucune issue " sur le plan économique, ils croyaient que " la lutte de classe la plus violente " l'accompagnerait.

La venue de Hitler au pouvoir poussa finalement le G.I.C. à prendre une position politique plus nette. Il est significatif que Pannekoek prit la plume pour orienter la politique du communisme des conseils (57), plus concrètement. Il essaya d'analyser les causes et les conséquences de la défaite du prolétariat en Allemagne, ainsi que les perspectives immédiates et à long terme pour les ouvriers et les révolutionnaires du monde entier :

- La défaite du prolétariat allemand : comme la Gauche communiste italienne en 1933 (58), Pannekoek montrait avec clarté que le triomphe final de Hitler était l'achèvement de la contre-révolution social-démocrate, commencée en novembre 1918 avec la venue de Ebert et Scheidemann au pouvoir. Comme une révolution astronomique, la contre-révolution avait achevé sa rotation. Hitler ne venait pas au pouvoir pour empêcher l'éclatement de la révolution - thèse défendue par les stalinien de l'époque (59) - mais pour parachever la contre-révolution commencée depuis 14 années par la social-démocratie allemande :

" On ne peut en aucun cas appeler contre-révolution le mouvement circulaire (révolution) en Allemagne, car cela présuppose une

révolution la précédant. La véritable contre révolution débuta le 9 novembre 1918 à Berlin, lorsque Ebert et Scheidemann se chargèrent du gouvernement. ” (”De Omwenteling in Duitsland ”, *P.I.C.* n° 9, avril 1933)

L'établissement d'une " société de violence ", le remplacement du parlementarisme par un Gouvernement dictatorial, la " suppression des libertés bourgeoises pour des groupes déterminés de la population et des droits de l'homme les plus élémentaires ", les camps de concentration pour les membres du SPD et du KPD, la persécution des juifs étaient autant de faits qui montraient que la contre-révolution avait achevé sa course circulaire.

C'est la crise économique mondiale qui permit au grand capital de parachever la contre-révolution. Pour mener son "assaut contre le prolétariat", le capital allemand trouve ses troupes supplétives dans le mouvement nazi, dont les cadres étaient la petite-bourgeoisie étudiante et les officiers de l'armée. Économiquement, le nazisme correspondait à la tentative du capital allemand d'établir " une certaine autarcie ".

L'autre facteur de la défaite du prolétariat allemand était surtout idéologique : la canalisation de sa lutte sur le terrain des élections, le terrain de la social-démocratie. C'était la pire des défaites : un effondrement, sans combat, de la force prolétarienne :

" Une défaite en soi n'est pas sévère, la classe ouvrière subira encore souvent des défaites si elle doit mener la lutte avec une force insuffisante contre un capital plus fort, et de telles défaites sont la source de victoires ultérieures. Mais ici, c'était un écroulement, aucune lutte, parce que les ouvriers ne faisaient qu'élire les social-démocrates et n'ont pas appris à combattre de façon révolutionnaire. " (idem)

La conclusion politique de Pannekoek était nette : de Ebert à Hitler se déroulait la " catastrophe social-démocrate ". La social-démocratie ne pouvait plus être considérée comme appartenant au mouvement ouvrier. Pannekoek cependant, hésitait à considérer la social-démocratie comme une fraction politique de la bourgeoisie. Cette hésitation est sans doute à l'origine de la future distinction entre ancien " et " nouveau " mouvement ouvrier :

" La social-démocratie est une vieille branche morte de l'arbre du mouvement ouvrier, et en dessous d'elle, peu visibles, jusqu'à maintenant étouffées par elle bourgeonnent les nouvelles pousses. " (idem)

Tout aussi grande était la responsabilité du KPD dans la défaite du prolétariat allemand. Il est caractéristique que Pannekoek, mentionnât presque exclusivement l'adoption des tactiques syndicale et parlementaire, la soumission au capitalisme d'État russe comme causes de la faillite du KPD en 1933. Dénonçant le " fanatisme de parti " du KPD, Pannekoek ignorait la politique de celui-ci, et combien décisive, à la fin des années 20 : théories du "social-fascisme" et de la 'libération nationale allemande', pratique du front uni avec les nazis dans les grèves. Il constatait, sans approfondir les causes réelles de la défaite, que les communistes jetés en camp de concentration étaient " les victimes de la fausse politique du KPD qui n'a conduit qu'à l'impuissance la classe ouvrière allemande ". (idem).

- l'autonomie du prolétariat : le remède à la défaite ne pouvait en aucun cas se trouver dans le mot d'ordre de boycott économique de l'Allemagne, lancé par les anarcho-sindicalistes hollandais (60). Avec ce mot d'ordre, les ouvriers ne feraient qu'aggraver la défaite, en renforçant le nationalisme. Un nouveau 4 août 1914 et une nouvelle guerre en seraient l'ultime aboutissement, " sous le couvert de beaux

desseins humanitaires ” :

“ Le seul résultat ne peut être que le suivant : en Allemagne, le nationalisme est renforcé et la lutte pour l'éclaircissement communiste est entravée. Nous y gagnerons un deuxième 1914 dès lors que les ouvriers dans tous les pays belligérants se résignent aux desseins guerriers et impérialistes de leur propre bourgeoisie et y adhèrent les uns les autres. ” (idem)

La seule voie prolétarienne, pour lutter contre le nazisme, c'est avant tout la lutte du prolétariat allemand et international sur son terrain de classe :

“ La lutte contre le national-socialisme est la lutte contre le grand capital allemand. Seule la classe ouvrière allemande peut mener cette lutte. Hitler ne peut être vaincu que par les ouvriers allemands... Les ouvriers d'autres pays, ceux d'Europe occidentale ou bien d'Amérique ne peuvent-ils alors rien faire pour aider leurs camarades en Allemagne lourdement éprouvés et opprimés ? Certes, ils le peuvent. En premier lieu, en menant clairement et vigoureusement la lutte contre leur propre bourgeoisie. Chaque exemple d'une lutte ouvrière vigoureuse dans un pays a un effet stimulant et éclaircissant sur les ouvriers d'autres pays. ” (idem).

- les perspectives du mouvement ouvrier : c'est avec un certain optimisme que Pannekoek et le G.I.C. considéraient l'avenir du mouvement révolutionnaire en Allemagne. Ils considéraient que la force “ spirituelle ” du vieux mouvement ouvrier était “ anéantie ”, sous-estimant son poids idéologique, même dans la clandestinité. Selon eux, de “ jeunes forces ” surgiraient et trouveraient dans la littérature de la KAU, du KAPD et des ‘Rote Kämpfer’ la source de leur éclaircissement. Cet espoir devait vite tomber. De façon ambiguë, Pannekoek affirmait que le communisme “ devrait être construit sur des bases totalement nouvelles ” (idem). Cela signifiait qu'il n'y avait plus une continuité dans l'histoire du mouvement ouvrier, au travers de ses fractions de gauche. Tout devait en quelque sorte repartir de zéro. Cette méthode, totalement différente de celle de la Gauche communiste italienne à l'époque (61), annonçait la théorie qui fut fatale au communisme des conseils du “ nouveau mouvement ouvrier ”.

b) *Le communisme des conseils hollandais et Van der Lubbe*

Plus que la venue de Hitler au pouvoir, c'est finalement la signification de l'incendie du Reichstag par Van der Lubbe qui focalisa les débats au sein du communisme des conseils hollandais. Celui-ci se trouva profondément divisé sur la question des “ actes exemplaires ” et de la violence individuelle exercée contre les symboles de l'ordre bourgeois.

Marinus Van der Lubbe était un jeune ouvrier de Leiden, qui avait fait partie du parti communiste hollandais jusqu'en 1931. Devenu antiparlementariste, il s'en était retiré. Très actif dans le mouvement des chômeurs et dans toutes les grèves ouvrières qui éclataient dans différentes villes, Van der Lubbe était un prolétaire entièrement dévoué à la cause ouvrière et à la révolution. Pensionné après un accident du travail, qui menaçait à la longue de le rendre aveugle, il s'était consacré entièrement à l'activité militante. Il prit contact avec la L.A.O. d'Eduard Sirach, s'associant à son travail de propagande. S'il avait des contacts avec le GIC communiste des conseils à Leiden (62), ceux-ci étaient personnels. Jamais Van der Lubbe ne fut membre du G.I.C. bien que sympathisant avec leurs

positions.

Après plusieurs voyages en Allemagne et à travers l'Europe, Van der Lubbe décidait en février 1933 d'aller à Berlin, peu après la nomination de Hitler comme chancelier. Il apparaît qu'il n'avait pas de contacts politiques avec le communisme des conseils allemand. Sa décision d'incendier le Reichstag était peut-être un acte personnel (63), autant motivé par la croyance naïve que cette " action exemplaire " 'réveillerait' le prolétariat allemand que par le désespoir personnel. Van der Lubbe était condamné à devenir aveugle à brève échéance, mais, surtout, ce désespoir personnel traduisait un désespoir politique grandissant dans les couches les plus profondes du prolétariat de l'époque.

On sait quel sort fut celui de Van der Lubbe. Traîné devant la " justice " national-socialiste, il fut condamné à mort et exécuté (décapité) le 10 janvier 1934, une des premières victimes de la terreur nazie. Mais le pire pour Van der Lubbe fut d'être traîné dans la boue par le stalinisme qui l'accusa d'être au service du nazisme et entreprit une grande campagne de calomnies (64). Ses bourreaux furent autant les nazis que les stalinien, qui n'hésitèrent pas à demander sa tête. Dimitrov, qui devait d'ailleurs être acquitté et devenir l'un des principaux chefs du Komintern, ne demandait-il pas en plein tribunal de Leipzig la condamnation de Van der Lubbe : " Je demande, en conséquence, que Van der Lubbe soit condamné comme ayant travaillé contre le prolétariat " (*l'Humanité*, 17 déc. 1933).

Aux Pays-Bas, le CPN (Parti communiste des Pays-Bas) - dont Van der Lubbe avait été pourtant un membre actif - développa la même campagne de calomnies. Il se fit le propagateur des mensonges contenus dans le " Livre brun ", édité par le trust Münzenberg - celui-ci était le grand maître d'œuvre financier du Komintern - avec la caution de 'démocrates', dont un lord anglais. Pour défendre Van der Lubbe, le communisme des conseils édita un " Livre rouge ", qui démontait point par point les accusations lancées contre celui-ci, en faisant appel à de multiples témoignages (65). Un comité Van der Lubbe fut formé, composé d'un membre de l'ex-KAPN, Lo Lopez Cardozo, d'un membre du G.I.C., le psychiatre Lieuwe Hornstra (1908-1990), et d'un écrivain prolétarien, Maurits Dekker (1896-1962). Ce comité eut des ramifications dans plusieurs pays, dont la France (66). Il constituait en fait un cartel de personnalités et de groupes, se démarquant peu nettement de l'anarchisme, puisque les anarchistes s'associèrent à ce comité (67).

La formation de ce comité. ne put empêcher qu'un débat se fit jour au sein du communisme des conseils hollandais, sur la signification des " actes personnels " et du terrorisme en général. Il y avait d'un côté ceux qui les considéraient comme des " actes prolétariens ", et de l'autre côté ceux qui rejetaient, par principe, toute action terroriste.

La première tendance, appuyée par le communisme des conseils allemand (68), autant pour ne pas " hurler avec les loups " que par confusion politique, ne voulait pas voir dans l'action de Van der Lubbe un acte désespéré, mais une méthode prolétarienne qui, en d'autres circonstances, aurait pu " réveiller " le prolétariat allemand et l'entraîner dans la lutte (69). La réaction de groupes, comme la L.A.O. et le groupement " Radencommunist " était à cet égard, typique. *Spartacus*, l'organe de la L.A.O., tout en exaltant Van der Lubbe " lutteur intrépide, prêt au sacrifice pour le communisme " (70) - avait une position intermédiaire et contradictoire sur la signification des actes de terrorisme individuel. D'un côté, la L.A.O. affirmait : " Nous ne propageons pas la terreur individuelle comme méthode de lutte de la classe ouvrière... "; de l'autre, elle la soutenait de façon implicite : " ...cela ne veut pas du tout dire que nous rejetons sans égards toute action individuelle... " (idem). En effet, la L.A.O. finissait par défendre la position qu'une action terroriste individuelle pouvait entraîner les

masses ouvrières dans l'action : " Le geste de Van der Lubbe aurait pu être le signal de la résistance ouvrière généralisée par-dessus la tête des bonzes des partis socialiste et communiste. " (idem). La position du groupe " Radencommunist " était pratiquement similaire. Il niait que l'acte de Van der Lubbe fût un acte individuel de désespoir, correspondant à un profond débousolement dans le prolétariat : " Ainsi cet acte ne doit pas être considéré comme un acte individuel, mais plutôt comme l'étincelle qui, dans la situation violemment tendue, a pu causer l'explosion. " (71) De cette façon, les deux groupes niaient l'évidence historique une action terroriste, individuelle ou pas, pouvait être utilisée par la classe dominante pour renforcer son oppression et sa répression du prolétariat. Leur position était finalement bien proche de celle des socialistes-révolutionnaires avant 1917, en Russie.

La seconde tendance rejetait nettement l'utilisation de l'acte individuel et du terrorisme comme méthode de la lutte de classe. C'était le cas du groupe " Arbeidersraad " - issu du KAPN - et du G.I.C. mais les raisons en étaient radicalement différentes. Pour " De Arbeidersraad " - il avait été affirmé au procès de Leipzig que Van der Lubbe était membre du KAPN. - il s'agissait plus de rejeter la personne de Van der Lubbe que de défendre une position de principe. Ce groupe défendait la position classique du mouvement marxiste que " la force motrice de la révolution ouvrière n'a jamais été le terrorisme individuel ou le putschisme, mais la situation de crise du capitalisme lui-même " (72). Mais, d'un autre côté, en insistant lourdement sur le fait que personne d'entre eux " n'avait entendu parler de Van der Lubbe ", et que son action pouvait avoir un effet " contre-révolutionnaire ", il se refusait manifestement à toute solidarité élémentaire avec une victime de la répression nazie.

Cette ambiguïté d'attitude n'était pas sans annoncer une évolution politique, qui conduisit certains de ses membres vers le trotskysme et finalement vers le parti communiste (73).

L'attitude du G.I.C. était beaucoup moins ambiguë. Tout en manifestant sa solidarité avec Van der Lubbe, victime du nazisme et du stalinisme, le G.I.C. soulignait que le jeune ouvrier hollandais avait manifestement recherché la mort dans un tel acte ", mais qu'il n'appartenait à personne " de le lui reprocher " (74). Une fois cette solidarité clairement proclamée, le G.I.C. rappelait la position de la gauche communiste allemande des années 20.

" La tâche d'un groupement vraiment révolutionnaire ne peut être que de renforcer la classe par la diffusion d'une conception claire dans les rapports sociaux, dans les questions d'organisation et de tactique. Ce n'est pas à nous (le mettre en mouvement les masses : cela ne peut être que le résultat nécessaire des rapports sociaux. Notre tâche sera seulement d'aider la masse en mouvement à trouver le bon chemin. " (tract du GIC, in *Spartacus*, n° 19, 9 mars 1933).

Plus profondément, Pannekoek - dans un article du *P.I.C.* (75) s'attacha à montrer que tout " acte personnel ", comme celui de Van der Lubbe, ne pouvait qu'obscurcir la conscience de classe du prolétariat. L'acte personnel ne pouvait avoir de valeur que comme " partie d'un mouvement de masse " " Dans ce cadre, l'audace des plus braves trouve l'occasion de s'exprimer dans des actes personnels de courage, alors que la compréhension claire des autres dirige ces actes vers le but adéquat pour ne pas en perdre les fruits. " (idem) Séparé de l'action de masse, tout acte individuel, loin d'affaiblir la bourgeoisie, ne pouvait que la renforcer. C'était le cas de l'incendie du Reichstag:

“ La bourgeoisie n’a pas été touchée le moins du monde par l’incendie du Reichstag, sa domination n’a en aucune manière été affaiblie. Pour le gouvernement, ce fut au contraire l’occasion de renforcer considérablement sa terreur contre le mouvement ouvrier...” (P.I.C., n° 7, mars 1933).

Idéologiquement, une telle action n’avait aucune valeur de démonstration “ contre l’abject électoralisme ” et la démocratie bourgeoise. Les illusions démocratiques pourront toujours emprunter “ une autre voie ”, par exemple, avec la suppression du “ droit de vote ”, c’est la mystification de la “ conquête de la démocratie véritable qui est avancée par la bourgeoisie “ démocratique ”. En second lieu, historiquement, l’action terroriste individuelle n’a aucun effet d’entraînement sur la lutte de classe. Elle correspond à une phase révolue, celle du romantisme bourgeois ” des révolutions du XIX^e siècle, où quelques chefs croyaient entraîner des “ masses passives ”, en étant “ l’étincelle ” de l’explosion sociale. Au contraire, la révolution prolétarienne “ n’a rien de l’explosion d’un baril de poudre ”. Enfin, l’action terroriste ne fait que brouiller la conscience de classe des ouvriers, elle réduit les ouvriers à la passivité. A l’activité des masses se substitue l’action individuelles. Son effet serait donc totalement négatif : “... même si un tel acte touchait et affaiblissait effectivement la bourgeoisie, la seule conséquence en serait de développer chez les ouvriers la conviction que seuls de tels actes personnels d’individus peuvent les libérer ... Cela les éloignerait de l’action autonome en tant que classe. ” (idem)

En conséquence, le mouvement prolétarien devait rejeter toute forme d’action terroriste, qui n’est rien d’autre qu’une reviviscence du nihilisme de la fin du XIX^e siècle. Ainsi, avec clarté, le G.I.C. et Pannekoek montraient que le futur du mouvement révolutionnaire ne pouvait être que l’action de masses. Cette vision ne fut pas toujours comprise par quelques éléments du mouvement conseilliste aux Pays-Bas (76).

Après février 1933, le G.I.C. prend de fait la direction du mouvement communiste des conseils international. Les groupes allemands réduits à la clandestinité la plus stricte confient au G.I.C. le soin d’éditer la revue internationale *Proletarier*, à Amsterdam (76), comme expression de tout le mouvement, et qui n’eut qu’un numéro. A *Proletarier*, devait succéder à partir de 1934 et jusqu’en 1937 une revue théorique, toujours en allemand, *Räte-Korrespondenz*. Elle reste, dans les années 30, l’une des rares publications qui, comme *Bilan* pour la Gauche italienne et *International Council Correspondence* aux USA, tentèrent de résister à la contre-révolution qui s’abattait sur l’ensemble du mouvement ouvrier et révolutionnaire après 1933.

NOTES

¹ Le Hollandais Lo Lopez-Cardozo, membre du KAPN, devient le secrétaire de la KAI. Au début des années 1930, il ne restait plus qu’un Bureau de la KAI, à Amsterdam, dirigé par l’éditeur Quérido, dont la maison d’édition publiait les poésies de Gorter.

² A l’instigation de Staline, une alliance fut nouée entre les syndicats russes et les Trade Unions anglais.

³ En 1926, Staline défendait cette théorie dans son livre *Les bases du léninisme*; le ‘socialisme dans un seul pays’ était “ la construction d’une société pleinement socialiste dans notre pays, avec la sympathie et le soutien du prolétariat des autres pays, mais sans la victoire

préalable de révolutions prolétariennes dans d'autres pays ”.

⁴ Cf. Frederik KOOL, *Die Linke gegen die Partei-Herrschaft*, Walter-Verlag AG Olten.

⁵ Cf. par exemple, Paul Frölich : “ Celui qui part de l'intérêt national doit s'allier au prolétariat combattant, doit vouloir la révolution... Nous ne nions pas la nécessité de la défense nationale, là où elle est à l'ordre du jour... ” (*Rote Fahne*, 3 août 1923). Ou bien Ruth Fischer, s'adressant à un public de nazis : “ Celui qui appelle à la lutte contre le capital juif est déjà, messieurs, un lutteur de classe, même s'il ne le sait pas. Vous êtes contre le capital juif et voulez abattre les boursicoteurs. Très bien. Foulez aux pieds les capitalistes juifs, pendez-les à la lanterne, piétinez-les ! ” (meeting du 25 juillet 1923; propos rapportés in *Die Aktion*, n° 14, 1923).

(6) *KAZ* n° 75, sept. 1923, “ Zur Frage der Arbeiter und Bauernregierung ” : “ Nous ne sommes pas un parti légal et nous n'avons encore accordé aucune valeur à la légalité. Si cela devait être nécessaire, nous combattrions le ‘gouvernement ouvrier’, de nos cachettes conspiratives, comme les bolcheviks combattirent le tsarisme.” Enfin, le KAPD, dans la *KAZ* n° 71, sept. 23 “ Neues Blutbad der sächsischen Arbeiter und Bauern Regierung ”, rappelait que le Gouvernement “ ouvrier ” de Saxe avait fait tirer sur une manifestation de chômeurs, faisant 3 morts et 30 blessés.

(7) Les membres du KAPD qui participèrent aux centuries prolétariennes du KPD furent exclus.

(8) *Proletarier*, Heft 1, janvier 1926, “ Dem Jahrgang 1926, zum Geleit ”.

(9) Cf. par exemple l'article de Carl Happ - sous le pseudonyme de Carl Schlicht -, dans *Proletarier*, n° 8, août 1927, “ Der Zentrismus in der KPD ”. Le communisme bolchevik en Russie est aussi qualifié de “ centrisme ” : “ La lutte contre Moscou est d'abord la lutte contre ce centrisme; le démasquer est la tâche principale de la politique de classe prolétariennes ”

(9 bis) “ Die Zukunft der Linken in der KPD ”, par Carl Schlicht, in *Proletarier* n° 2/3, avril 1926.

10 Cf. l'étude bien documentée, sur la gauche du KPD, d'Otto Langels, *Die ultralinke opposition der KPD in der Weimarer Republik*, Verlag Peter Langs, Frankfurt am Main, 1984.

11 *KAZ*, n° 77, 1926, “ ‘Zimmerwald’ eine Parole ohne Inhalt ”.

12 *KAZ* n° 77, 1926, *loc. cit.*

13 A partir de juin 1926 s'était formé le “ Spartakus der linkskommunistischer Organisationen ”, dont Pfemfert était le mentor. Un syndicat indépendant des transports y avait adhéré.

(14) *KAZ* n° 69, août 1926, “ Der Weg der KPD-Opposition ”.

(15) Cf. brochure du KAPD : *Von der Revolution zur Konterrevolution - Russland bewaffnet die Reichswehr*, 1927. En octobre 1923, au moment où le gouvernement des “ Soviets ” proclamait sa solidarité avec les ouvriers insurgés de Hamburg, des bateaux russes apportaient à Stettin des obus, Minenwerfer (lance-mines) et mitrailleuses qui allaient servir à la Reichswehr pour écraser l'insurrection.

(Cf. *Les relations germano-soviétiques de 1933 à 1939*, Paris, Armand Colin, 1954, article de Georges CASTELLAN, “ Armée rouge, 1920-1939 ”, p. 137-260.)

(16) Cf. Otto LANGELS, *op. cit.*, p. 122-126.

(17) *Zur Information*, s.l.n.d. (nov. 1927?), bulletin interne du KAPD, “ Eine Frage, die keine sein dürfte ”.

(18) Hermann Remmele, de la direction du KPD, avait affirmé ironiquement que le KAPD ne tarderait pas à participer aux élections.

(19) *Zur Information*, idem, Rundschreiben nr 8. Les “grévistés” des cotisations furent exclus par le KAPD, aussi longtemps qu’ils ne reviendraient pas sur leur décision.

(19 bis) Le VII^e congrès du KAPD, en avril 1928 constatait avec lucidité : “ Le Parti chercha pour la première fois, sur une voie constructive, à s’annexer des parties d’ouvriers aux traditions parlementaires... L’expérience a cependant montré que cette tentative fut un échec tel pour le parti que le risque d’effondrement organisationnel. et de confusion politique était à un cheveu d’être approché. Le Congrès proclame : l’intégration de fractions et un renforcement numérique du parti par ce chemin, il n’en est pas question à l’avenir. ” (KAZ n° 28, 12 avril 1928).

(20) *Zur Information*, bulletin interne édité par le GHA du KAPD, novembre 1927, “ Einige Lehren”. Ce bulletin existait depuis 1925.

(21) *Kommunistischer Arbeiter* n° 1 , nov. 1927, “ Stimmen zum Parteistreit ”. L’organe de l’opposition. affirme faussement que le KAPD était présent à la session du comité central du KAPD des 29 et 30 octobre. Il s’agit en fait du GIC, représenté par Canne-Meijer, comme l’atteste un “ Lagebericht ” de la police allemande de novembre 1927.

(22) Ibidem.

(23) KAZ n° 17 et 18, mars 1928, “ Vermeintlicher oder tatsächlicher Opportunismus? ”.

(24) KAZ n° 13, mars 1928, “ Eine Erwiderung ”.

(25) *Proletarier*, n^{os} 7 et 8, juillet et août 1927 : Karl HORNER, “ Prinzip und Taktik ”.

(26) *Proletarier* n° 10-11, novembre 1927, “ Realpolitik und Revolution. Eine Antwort an Genossen Horner ”, par Carl Schlicht (Carl Happ, Hamburg).

(27) Lettre du KAPD, en date du 19 juin 1929, aux groupes ouvriers communistes de Tchécoslovaquie, in *L’Ouvrier communiste* n° 4/5, 1929. Dans cette lettre, le KAPD note non sans justesse : “ La récente crise de notre mouvement montre clairement une fois de plus comment le manque d’activité de la classe ouvrière entraîne une agitation dispersée du mouvement révolutionnaire. On supplée au manque d’activité des masses prolétariennes par des tours d’adresse, par 1^{er} “ habileté tactique ”. ”

(28) P.I.C. (en allemand), s.l.n.d. (juillet 1931?), “ Richtlinien über revolutionäre Betriebskerne ”. Ces thèses sur les “ noyaux d’usine

révolutionnaires ” furent présentées, comme contribution du GIC, le 5 juillet 1931, au congrès des groupes *Alarm* à La Haye. Ces groupes, de tendance anarchiste, rejetaient la participation aux luttes économiques.

(29) *P.I.C.* (en allemand, mars 1931, “ Die Unterschiede zwischen der Auffassung der IWW in Amerika. und der AAU in Deutschland ”.

(30) “ Over het vraagstuk van de partijen ”, *P.I.C.* n° 7, mai 1932. Tous les articles de Pannekoek, anonymes dans le *P.I.C.*, sont reconnaissables par un astérisque dans la collection de l’IISG d’Amsterdam.

(31) *Proletarier* n° 1, février 1933, “ Zur Frage der Partei ”, par Michel Blanc. L’auteur de l’article, dans le dernier numéro de la revue théorique du KAPD, remarque : “ Maintenant, le camarade Pannekoek cherche à propager une idéologie hostile au parti avec des fondements marxistes. ”

(32) *P.I.C.*, s.d. (juillet 1931?), “ Die Gruppe internationaler Kommunisten Hollands zum Programmwurf der AAU ”. Ce numéro contient deux textes de Pannekoek - exceptionnellement désigné par son nom - sur la conception du parti comme “ groupe-noyau ”. Un numéro du 19 décembre 1931 - qui se trouve à l’IISG d’Amsterdam - contient plusieurs textes du GIC (de sa majorité et de sa minorité) sur la question de la “ double organisation ” et de la “ formation de fractions dans les unions. La minorité défendait le point de vue de l’A.AU-E hostile à tout parti, même “ groupe-noyau ”, et à la “double organisation ”.

(33) *P.I.C.*, 19 déc. 1931, idem, “ Zur Frage der Doppelorganisation ” (point de vue de la majorité) : “ Nous arrivons ainsi à la conclusion, en opposition à l’AAUE, qu’on doit laisser libres les membres de l’Union de vouloir s’organiser en partis. Parce que nous sommes pour la libre expression d’opinion, et précisément pour cela parce que nous voulons prévenir que la lutte politique devienne à l’intérieur de la classe ouvrière une lutte pour le pouvoir. ”

(34) Frits KOOL, *Die Linke gegen die Partei-Herrschaft*, Walter Verlag. AG Olten, 1970, p. 13-14.

(35) Cf. Arthur Michaelis, la personnalité la plus en vue de la KAU, lors de son congrès de fondation : “ Nous sommes aussi une avant-garde, une élite ”. (*Protokoll der Vereinigungs-Konferenz der AAUD und AAUE, 24-27 Dezember 1931*, p. 22) . Avec cette vision d’une avant-garde coexistait la conception anti-centralisation. La KAU était une organisation décentralisée : ses organes se trouvaient dans plusieurs villes. Arthur Michaelis, employé de commerce, prisonnier de guerre, avait appartenu à la Rote Armee de la Ruhr en 1920 ; il était considéré comme le principal responsable des groupes de combat (*Kampforganisationen*) du KAPD. A ce titre il fit plusieurs années de forteresse, jusqu’en 1924.

(36) Ce Bureau, dirigé par Karl Kraus, ex-membre de l’AAU-E, était en contact avec toutes sortes de groupes, dont des anarchistes et des syndicalistes. L’I.N.O. elle-même n’hésitait pas à publier des textes de ces courants, bien qu’ils ne fussent pas communistes des conseils.

(37) Le noyau du communisme de gauche danois s’était formé autour des Andersen-Harild, père et fils. Le père avait vécu, avec sa famille en Allemagne. Membre du SPD, puis de l’USPD, et enfin du KPD, il avait été expulsé de ce pays avec son fils, en 1922. il quitta, au milieu des années 20, le PC danois. Avec son fils, Harald (1907-1980) il prit contact avec le communisme de gauche hollandais et allemand à partir de 1926, constituant le noyau d’un KAP danois. Tous deux avaient essayé de créer une organisation de “ libres

penseurs prolétariens ” danoise. Ce fait constituait une divergence de taille avec le communisme le gauche allemand, hostile a ce type de formations. Après 1933, le GIK devint un chaînon essentiel pour l'activité clandestine des communistes de conseils allemands. (Informations communiquées par Gerd Callesen, Copenhague, “Arbejderbevaegelsens Bibliotek og Arkiv, dans une lettre à l'auteur, premier mars 1984.)

(33) *Marxistisk Arbejder Politik*, Organ for Raads-Kommunismen, n° 2,

(39) *Kampfzettel*, Organ der AAU, n° 12, juillet 1932, “Brief aus Ungarn ”. Selon une circulaire du Bureau d'information international, le MBKSZ était en contact avec les IWW. Le groupe hongrois était aussi en liaison étroite avec les communistes de conseils bulgares. (Cf. *Rundschreiben* n° 3 du 15 juin 1932, “An alle Gruppen der internationalen Rätekommunisten ”; cette circulaire se trouve dans les archives de Harald Andersen-Harild déposées à l'Arbejderbevaegelsens Bibliotek og Arkiv ” de Copenhague.)

(40) *Rätekorrespondenz*, n° 8, 1931, revue théorique du mouvement, Chicago) : “ Le Parti organise tous les révolutionnaires conséquents, même ceux d'extraction bourgeoise qui se joignent à nous. Il regroupe toutes les forces révolutionnaires qui ne se calquent pas sur les usines et les bureaux de placement. Il est organisé sur les lieux d'habitation ; il est plus une organisation militante que propagandiste, bien que l'une ne peut exclure l'autre. Il se déclare sans condition pour l'AAU, c'est-à-dire pour l'élimination du parti lors de la prise du pouvoir par les conseils... Jusqu'à ce moment-ci, le parti remplit la fonction de troupe de choc... Sans l'AAU, le KAP n'est rien; sans le KAP, l'AAU renonce à un point important de la lutte de classe. Nous ne pouvons que recommander à la conférence (celle de décembre 1931) le renouvellement de l'alliance avec le KAPD, comme nous recommandons au KAPD de hâter cette alliance. Si le KAPD dans les usines s'enracine sur le sol de la dictature de parti, en s'opposant à la dictature des conseils, on doit le rejeter, cela va de soi. En conséquence, seule la nécessité d'un nouveau parti est inscrite à l'ordre du jour.” Paul Mattick, en rejetant toute vision usiniste et en soulignant la nécessité du parti révolutionnaire, n'était pas vraiment conseiller. La vision du parti comme “troupe de choc ” était celle du KAPD au début des années 20, mais l'affirmation que le parti devait se dissoudre après la prise du pouvoir montrait un éloignement de la position “kaapédiste ” sur la fonction du parti.

(41) Cf. *La Gauche communiste d'Italie*, juin 1980, chapitre 2; Paris-I.

(42) Le KAPD était très méfiant à l'égard du courant de Bordiga comme vis-à-vis de l'opposition française. Il avait tendance à les assimiler au courant de Korsch qu'il rejetait comme opportuniste. En 1926, le KAPD soulignait l'indécision du courant de Bordiga, tout en marquant qu'il était hors ligne officielle de l'I.C. : “Bordiga constituait une petite exception en Italie; de temps à autre, il émettait des critiques justes, mais sans pouvoir lui-même indiquer l'exact chemin révolutionnaire.” (*Zur Information*, n° 5, avril 1926.) La Fraction de Bordiga avait été un véritable courant révolutionnaire à ses débuts : “Dans la glèbe du PC italien commença à se développer - sous une forme spontanée - une réelle ligne de gauche internationale. L'influence que le camarade Bordiga avait continué à exercer sur ce mouvement empêcha un réel développement de cette ligne, qui inévitablement visait au retour à la position de la Fraction antiparlementaire abstentionniste de 1919, puisque celle-ci était une transgression. L'activité du camarade Bordiga laissa beaucoup d'ouvriers de l'émigration engourdis dans l'immobilité et une indifférence absolue; elle les enchaîna à la brouette de la discipline mécanique de parti de la III^e Internationale, et en conséquence à l'opportunisme.” Mais la Fraction bordiguiste devait être distinguée du

reste de l'opposition française. Celle-ci était plus à droite que le courant de Korsch. " On voit clairement que les groupes d'opposition français ont emprunté un peu la même même ligne que Karl Korsch en Allemagne, bien que nous devons dire qu'elle est encore plus à droite. " Plus loin, dans le même article, le KAPD ironise sur le côté, et éclectique d'une Opposition " petite-bourgeoise " qui " papillonne d'une fleur idéologique à une autre ". Le KAPD le met sur le compte d'une " étroitesse nationale " qui " est un peu la caractéristique des théoriciens du mouvement ouvrier de Proudhon à Jaurès " ; cela explique cette " légèreté idéologique " de l'Opposition française. (KAZ n° 13, 1929. " Aus der Internationale - Frankreich ".)

(43) Le groupe autrichien existait depuis 1928; il s'était formé à la suite de l'insurrection des ouvriers de Vienne en 1927. (KAZ n° 43, juin 1928, " Die KAP in Österreich ".)

(44) Cf. KAZ n° 4, janvier 1929, " Die KAP in der Tschecoslowakei ". Cf. aussi *Spartakus, Zeitschrift für den Kommunismus*, Prague, n° 1, janvier 1932.

(45) Cf. *De taaië rooie rakkers*, Ambo-Boeken, Utrecht, 1965.

(46) *Spartacus* organe de la LAO, n° 7, 23 sept. 1932, " Het Anti-oorlogscongres Anti-oorlogscongres der III. Internationale ". L'Appel était quelque peu sommaire dans la chronologie de la dégénérescence de l'I.C., surtout à propos de la guerre russo-polonaise de 1920. Le KAPD avait soutenu l'Armée rouge en 1920.

(47) "Les États prolétariens peuvent-ils nouer des alliances militaires avec les États bourgeois? ... Nous pouvons conclure une alliance militaire avec une bourgeoisie, pour terrasser, au moyen de cet État bourgeois, l'autre bourgeoisie..." Boukharine ajoute : " Avec cette forme de défense nationale, d'alliance militaire avec des États bourgeois, c'est un devoir des camarades d'un tel pays de faire bloc pour la victoire. " (*Protokoll des IV Kongresses der K.I.*, 1920).

(48) " Les masses populaires de Lituanie se trouvent devant une grande tâche : défendre l'indépendance de leur patrie... Armez-vous pour repousser les impérialistes polonais... Soldats de l'armée lituanienne! Levez-vous pour défendre l'indépendance de la Lituanie... A bas toute conquête de la Lituanie par l'impérialisme polonais. " (*Inprecorr*, en anglais, n° 71, 1927, p. 1620)

(49) *P.I.C.* n° 19, 1932, " De Radenbijeekomst in Den Haag ".

(50) Le groupe de La Haye était un petit groupe d'ouvriers, dont les 'personnalités' marquantes étaient Arie Bom, issu du KAPN, et Rinus Pelgrom, qui avait appartenu à la LAO. Cajo Brendel, futur membre du groupe Daad en Gedachte, existant encore aujourd'hui, appartient au groupe de la Haye à partir de 1934.

(51) *INO - Presse-Korrespondenz* n° 23, 1.12.1932.

(52) Pour l'histoire de la LAO, à laquelle appartenait ou collaborait Van der Lubbe, cf. Horst KARASEK, *Der Brandstifter*, Klaus Wagenbach, Berlin, 1980.

(53) Des brochures antiparlementaires furent diffusées par le GIC, la LAO et le groupe " Radencommunist " : *Kiest Kobus onze man!* et

une brochure (anonyme) de Pannekoek, *De Arbeiders, het parlement en het communisme*, diffusée à 3.000 exemplaires, en 1933.

(54) Ainsi la KAZ écrivait en 1932 : “ Un Front unique avec de semblables ‘tous et chacun’ fait oublier tout et chacun des actes du SPD depuis 1914; on ferait ainsi oublier la mer de sang ouvrier - non moindre que celui répandu par la peste brune - que le SPD a répandu dans l’intérêt du capital... Le fascisme ne s’oppose pas à la démocratie bourgeoise; au contraire, il en est la continuation par d’autres moyens. Tout parti qui a une politique bourgeoise, même si dans ses rangs se trouvent des groupes ouvriers, est un complice du fascisme et en même temps une de ses fractions. Un front unique avec ces gens-là, pour la seule raison qu’ils sont prétendument prêts à défendre ‘les intérêts ouvriers’, c’est abandonner le socialisme et pousser les ouvriers dans la voiture du fascisme. ” (KAZ n° 7, juillet 1932, “ Einheitsfront und Einheitsfronttaktik ”. Si l’organe de la KAU, *Kampfruf* avait la même position que le KAPD, localement, certaines sections de la KAU cédaient à la tentation du front unique antifasciste. Ainsi, en 1932, la section de Leipzig s’intégrait avec le SAP dans un front antifasciste. Il en fut de même de la section de Pirna, en Saxe (cf. KAZ, n° 7, juillet: 1932), avec le SPD et le KPD.

(55) Brochure du KAPD : *Der Totentanz des Kapitalismus. Kapitalismus, die ‘Demokratie’, die Arbeiterklasse*, p. 7, Berlin, fin 1932.

(56) Brochure du GIC : *De Beweging van het kapitalistisch Bedrijfsleven* (“ Le mouvement de l’industrie capitaliste”), oct. 1932. L’auteur en est B.A. Sijes.

(57) Anonyme (Pannekoek), “ De omwenteling in Duitsland ”, *P.I.C.* n° 9, avril 1933.

(58) Cf. Ph. Bourrinet, *La Gauche communiste d’Italie*, Paris-I, 1980.

(59) Ainsi le KPD affirmait en 1930, ne faisant en cela crue reprendre “ l’analyse ” du Komintern : “ Les progrès du fascisme ne sont nullement le signe du recul du mouvement prolétarien, mais au contraire la contrepartie de la montée révolutionnaire, l’accompagnement nécessaire de la maturité d’une situation révolutionnaire. ” (*Die Rote Fahne*, Berlin, 15 juin 1930.) Ainsi, le nazisme était considéré comme la dernière étape nécessaire de la révolution. On sait quel résultat pratique eut cette ‘théorie’ sur la situation allemande ... Avant le GIC, le KAPD donnait déjà, en 1928, avec clarté, la signification réelle du fascisme : “ C’est un non-sens de définir le fascisme comme un moyen de défense (du capital) contre la menace persistante de l’action de masse prolétarienne. Il est plutôt la conséquence d’une déficience du prolétariat, qui, en raison de la pression économique née des rapports d’après-guerre, avait déclenché l’insurrection. Son rôle est d’accélérer la reconstruction capitaliste. ” (KAZ n° 48, 1928). Tout comme la Gauche italienne, la Gauche allemande montrait l’interpénétration entre fascisme et démocratie : “ La démocratie se fascise, s’allie tranquillement avec les dictateurs; et les dictatures se couvrent d’un manteau démocratique. ” (KAZ n° 7, 14 février 1931).

(60) Cette campagne de boycott avait été lancée internationalement par des “ socialistes de gauche ” et des groupes anarchistes. Elle s’accompagnait de la formation de “comités antifascistes”.

(61) Philippe Bourrinet, *La Gauche communiste d’Italie, op. cit.*, maîtrise Paris-I (1980).

(62) Van der Lubbe avait des contacts personnels avec Piet van Albada, étudiant en médecine, et les frères De Vink. Du GIC à Leiden, faisait partie Axel Koefoed, qui s’occupait des relations internationales. Selon un ancien membre du GIC, Van der Lubbe n’avait “ aucun

contact avec le GIC. De façon personnelle, comme par exemple par Izaak de Vink, certainement, mais pas organisationnellement ". (Cf. le livre de KARASEK, *op. cit.*, p. 81.)

(63) Les tentatives de présenter Van der Lubbe comme " agent nazi " sont démontées par le Livre Rouge, publié en 1933, sous la direction de Lo Lopes-Cardoso, ancien membre du KAPN : *Roodboek. Van der Lubbe en de Rijksdagbrand*.

(64) Le PC hollandais l'accusa d'être au service de la police hollandaise. Les staliniens de tous les pays de sympathiser avec les S.A. et d'être un " garçon de plaisir " de la bande de Röhm.

(65) La traduction en français d'extraits du "*Roodboek*" se trouve, avec de nombreux témoignages de camarades de Van der Lubbe, dans la *Revue anarchiste* n° 19, mars 1934, " Van der Lubbe et les mensonges du stalinisme, avec témoignages et pièces justificatives ".

(66) André Prudhommeaux, en France, faisait partie de ce Comité, qui publia de nombreux documents en français, par exemple : " Marinus van der Lubbe. Prolétaire ou provocateur ? ", 1933; brochure rééditée par la Librairie " La Vieille Taupe ", en septembre 1971.

(67) Le GIC refusa de s'associer à ce comité, mais de façon ambiguë, laissa certains de ses membres, comme Lieuwe Hornstra, s'y associer.

(68) La KAU semble avoir eu cette position. Celle du KAPD n'est pas connue.

(69) Lehmann, membre de " groupes ouvriers-communistes " allemands, réfugié à Paris, écrivait ainsi dans la *Revue anarchiste*, n° 19, mars 1934 : " Seul un acte hardi suivi par d'autres semblables pouvait sauver la situation, et ainsi (Van der Lubbe) mit le feu au Reichstag comme fanal d'un nouvel ordre social... Mais pour les chefs du KPD et du SPD, l'acte de Van der Lubbe constitue une excuse à leur propre indignité et à la banqueroute de leur politique. C'est pour cette raison qu'ils refusent si obstinément de reconnaître l'acte de Van der Lubbe comme acte révolutionnaire. " La position de la Gauche communiste italienne (bordiguiste) était à peu près semblable et tout aussi ambiguë : " Les communistes n'ont jamais participé à ces concerts unanimes contre les attentats et à chaque occasion ils brisèrent le chœur des lamentations hypocrites et des disculpations peureuses pour en arriver dans certaines circonstances à ne pas revendiquer leur opposition de principe aux actes terroristes. Car cela pouvait faire le jeu de l'ennemi qui exploitait ces événements pour extirper du cerveau de la classe ouvrière l'idée de la nécessité de la violence. " Mais la Gauche communiste italienne ne se prononçait pas explicitement pour l'acte personnel de Van der Lubbe : " (Les communistes n'avaient pas le devoir de se prononcer pour ou contre : ils avaient le devoir d'expliquer qu'en face des assassinats de prolétaires faits par des social-démocrates ou des fascistes, le geste d'un prolétaire contre le système capitaliste n'avait enfin que la signification d'une brique qu'on lance en face d'une mer de sang ouvrier... " (*Bilan*, n° 3, janvier 1934, " Van der Lubbe. Les fascistes exécutent. Socialistes et centristes applaudissent ".)

(70) *Spartacus* n° 19, 9 mars 1933.

(71) *Spartacus* n° 19, mars 1933, " De brand in het Rijksdaggebouw. De meening van de Int. Comunisten en KAP'ers ".

(72) *De Arbeidersraad*, " Verklaring ", Amsterdam, 2 octobre 1933.

(73) Ce fut le cas des Korper. Frits KIEF (1908-1976), électrotechnicien, d'origine allemande, marié à Rosa Korper, membre de la "Korporatie", écrivit dans l'hebdomadaire anarchiste *De Arbeider*. Il adhéra à la Résistance.

(74) *Spartacus*, ibidem. Le tract du GIC a été traduit en français dans la *Revue anarchiste* n° 19, mars 1934, p.41-42.

(75) Le texte de Pannekoek a été republié en 1983 par les éditions "Cosmopolis", Leiden : *Van der Lubbe*.

(76) Des individus comme Frits Kief participèrent dans les années 30 à une action individuelle "d'expropriation" et furent arrêtés pour cela. Cf. *Rood Rotterdam in de jaren 30*, Rotterdam, Raket, 1984, p. 197-198.